

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 16 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1976

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
305

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 472

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Παρισίοις ὑπογραφέντος τὴν 30ὴν Νοεμβρίου 1972 πρωτοκόλλου, τροποποιοῦντος τὴν ἐν Παρισίοις τὴν 22αν Νοεμβρίου 1928 ὑπογραφεῖσαν Σύμβασιν «περὶ τῶν Διεθνῶν Ἐκθέσεων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ἐν Παρισίοις ὑπογραφὲν τὴν 30ὴν Νοεμβρίου 1972 Πρωτόκολλον τροποποιοῦν τὴν ἐν Παρισίοις, τὴν 22αν Νοεμβρίου 1928 ὑπογραφεῖσαν Σύμβασιν «περὶ τῶν Διεθνῶν Ἐκθέσεων», οὗτινος τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν, ἔχει ὡς ἕπεται:

Protocole portant modification de la Convention signée à Paris le 22 novembre 1928 concernant les Expositions Internationales

Les Parties à la présente Convention,

Considérant que les règles et procédures instaurées par la Convention concernant les expositions internationales aignée à Paris le 22 Novembre 1928, modifiée et complétée par les protocoles des 10 Mai 1948 et 16 Novembre 1966, se sont révélées utiles et nécessaires aux organisateurs de ces expoasitions comme aux Etats participants,

Désireuses d' adapter aux conditions de l' activité moderne les dites règles et procédures, ainsi que celles qui concernent l' Organisation chargée de veiller à son application et de réunir ces dispositions dans un seul instrument qui doit remplacer la Convention de 1928,

Sont convenues de ce qui suit :

Article I.

Le Présent Protocole a pour objet :

a) de modifier les règles et procédures concernant les expositions internationales ;

b) de modifier les dispositions concernant les activités du Bureau International des Expositions.

Modification

Article II.

La Convention de 1928 est de nouveau modifiée par le présent Protocole conformément aux objectifs exprimés à l' Article 1. Le texte de la Convention ainsi modifiée figure dans l' Appendice au présent Protocole dont il constitue partie intégrante.

Article III.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Parties à la Convention de 1928 à Paris du 30 Novembre 1972 au 29 Novembre 1973 et restera ouvert après cette dernière date pour l' adhésion de ces mêmes Parties.

2. Les Parties à la Convention de 1928 peuvent devenir Parties au présent Protocole par :

a) signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation ;

b) signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation.

c) adhésion.

3. Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion sont déposés auprès du gouvernement de la République Française.

Article IV.

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle 29 Etats y seront devenus parties dans les conditions prévues à l' article III.

Article V.

Les dispositions du présent Protocole ne s' appliquent pas à l' enregistrement d' une exposition pour laquelle une date aura été retenue par le Bureau International des Expositions jusqu' à et y inclus la session du Conseil d' Administration qui aura immédiatement précédé l' entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l' Article IV ci-dessus.

Article VI.

Le gouvernement de la République Française notifiera aux gouvernements des Parties contractantes ainsi qu' au Bureau International des Expositions :

a) les signatures, ratifications, approbations, acceptations et adhésions conformément à l' article III.

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l' Article IV.

Article VII.

Dès l' entrée en vigueur du présent Protocole le gouvernement de la République Française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l' Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet ,ont signé le présent Protocole.

FAIT A PARIS le 30 Novembre 1972 en langue française en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives du gouvernement de la République Française lequel en délivrera des copies conformes aux gouvernements de toutes les Parties à la Convention de 1928.

APPENDICE

CONVENTION CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES signée à Paris le 22 Novembre 1928, modifiée et complétée par les Protocoles des 10 Mai 1948, 16 Novembre 1966 et 30 novembre 1972.

TITRE I

Définitions et objet

Article 1.

1. Une exposition est une manifestation qui, quelle que soit sa dénomination, a un but principal d' enseignement pour le public, faisant l' inventaire des moyens dont dispose l' homme pour satisfaire les besoins d' une civilisation et faisant ressortir dans une ou plusieurs branches del' activité humaine les progrès réalisés on les perspectives d' avenir.

2. L' exposition est internationale lorsque plus d' un Etat y participe.

3. Les participants à une exposition internationale sont d' une part les exposants des Etats officiellement représentés groupés en sections nationales, d' autre part les organisations internationales ou les exposants ressortissants d' Etats non officiellement représentés et enfin ceux qui sont autorisés, sélon les règlements de l' exposition, à poursuivre une autre activité, en particulier les concessionnaires.

Article 2.

La présente Convention s' applique à toutes les expositions internationales à l' exception des:

a) expositions d' une durée de moins de trois semaines;

b) expositions des Beaux-Arts ;

c) eapositions essentiellement commercieales.

Article 3.

1. Nonobstant le titre qui pourrait être donné à une exposition par ses organisateurs, la présente Convention distingue les expositions universelles et les expositions spécialisées.

2. Une exposition est universelle lorsqu' elle fait l' inventaire des moyens utilisés et des progrès réalisés ou à réaliser dans plusieurs des branches de l' activité humaine telles qu'elles résultent de la classification preévueà l' Article 30, paragraphe 2 (a) de la présente Convention.

3. Elle est spécialisée quand elle est consacrée à une seule branche de l' activité humaine, telle que cette branche se trouve définie dans sa classification.

TITRE II.

Durée et fréquence des Expositions

Article 4.

1. La durée d' une exposition ne doit pas dépasser six mois.

2. Les dates d' ouverture et de clôture d' une exposition sont fixées au moment de son enregistrement et ne peuvent être modifiées qu' en cas de force majeure et avec l' accord du Bureau International des Expositions (ci-après dénommé Bureau) et visé au Titre V de la présente Convention. Toutefois la durée totale de l' exposition ne doit pas dépasser six mois.

Article 5.

1. La fréquence des expositions visées par la présente Convention est réglementée de la façon suivante :

a) dans un même Etat, un intervalle minimum de vingt ans doit séparer deux expositions universelles ; un intervalle minimum de cinq ans doit séparer une exposition univereselle et une exposition spécialisée ;

b) dans des Etats différents, un intervalle minimum de dix ans doit séparer deux expositions universelles ;

c) dans un même Etat un intervalle minimum de dix ans doit séparer des expositions spécialisées de même nature; un intervalle minimum de cinq ans doit séparer deux expositions spécialisées de nature différente ;

d) dans des Etats différents un intervalle minimum de cinq ans doit séparer deux eaxpositions spécialisées de même nature ; un intervalle minimum de deux ans doit séparer deux expositions spécialisées de nature différente.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) cidessus, le Bureau peut exceptionnellement et dans les conditions prévues à l' Article 28, 3. f), réduire les intervalles ci-fdessus, d' une part au bénéfice des expositions spécialisées, d' autre part et dans la limite de sept ans, au bénéfice des expositions universelles organisées dans des Etats différents.

3. Les intervalles qui doivent séparer les expositions enregistrées ont pour point de départ la date d' ouverture des dites expositions.

TITRE III.

Enregistrement

Article 6.

1. Le gouvernement d' une Partie contractante sur le territoire de laquelle une exposition est projetée (ci-après dénommé gouvernement invitant), doit adresser au Bureau une demande pour obtenir son enregistrement en indiquant les mesures législatives, réglementaires ou financières qu' il prévoit à l' occasion de cette exposition. L'e gouvernement d' un Etat non-contractant désireux d obtenir l' enregistrement d' une exposition peut de la même manière adresser une demande au Bureau à condition de s' engager à respecter pour cette exposition les dispositions des Titres I, II, III et IV de cette Convention et les règlements édictés pour leur application.

2. La demande d' enregistrement doit être faite par le gouvernement chargé des relations internationales se rapportant au lieu où l' exposition est projetée (ci-après dénommé le gouvernement invitant), même dans le cas où ce gouvernement n' est pas l' organisateur de l' exposition.

3. Le Bureau détermine par ses règlements obligatoires le délai maximum pour retenir la date d' une exposition et le délai minimum pour le dépôt de la demande d' enregistrement ; il précise les documents qui doivent accompagner une telle demande. Il fixe également, par règlement obligatoire, le montant des contributions exigées pour frais d' examen de la demande.

4. L' enregistrement n' est accordé que si l' exposition remplit les conditions fixées par la présente Convention et les règlements établis par le Bureau.

Article 7.

1. Lorsque deux Etats ou plus sont en concurrence entre eux pour l' enregistrement d' une exposition et ne parviennent pas à s' accorder, ils saisissent l' assemblée générale du Bureau qui décide en tenant compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, du temps écoulé depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les Etats concurrents.

2. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Bureau donne la préférence à une exposition projetée sur le territoire d' une Partie contractante.

Article 8.

Sauf dans le cas prévu à l' Article 4, paragraphe 2, l' Etat qui a obtenu l' enregistrement d' une exposition perd les droits attachés à cet enregistrement s' il modifie la date à laquelle il avait déclaré qu' elle se tiendrait. S' il entend qu' elle soit organisée à une autre date, il doit introduire une nouvelle demande et se soumettre, s' il y a lieu, à la procédure fixée à l' Article 7 qu' impliquent les compétitions éventuelles.

Article 9.

1. Pour toute exposition qui n' a pas été enregistrée, les Parties contractantes refusent leur participation et leur patronage ainsi que toute subvention.

2. Les Parties contractantes restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition enregistrée.

3. Chaque Partie contractante usera de tous les moyens qui, d' après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns pour agir contre les promoteurs d' expositions fictives ou d' expositions auxquelles les participants seraientf rauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

TITRE IV.

Obligation des organisateurs des expositions enregistrées et des Etats participants

Article 10.

1. Le gouvernement invitant doit veiller au respect des dispositions de la présente Convention et des règlements édictés pour son application.

2. Si ce gouvernement n' organise pas lui-même l' exposition, la personne morale qui l' organise doit être officiellement reconnue à cet oeffet par le gouvernement, lequel garantit l' exécution des obligations de cette personne morale.

Article 11.

1. Toutes les invitations à participer à une exposition, qu' elles soient adressées à des Parties contractantes ou à des Etats non-membres, doivent être acheminées par voie diplomatique par le seul gouvernement de l' Etat invitant au seul gouvernement de l' Etat invité, pour lui-même et les autres personnes physiques ou morales qui relèvent de son autorité. Les réponses doivent parvenir par la même voie au gouvernement invitant, de même que les désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées. Les invitations doivent tenir compte des délais prescrits par le Bureau. Les invitations aux organisations de caractère international leur sont adressées directement.

2. Aucune Partie contractante ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si les invitations ci-dessus n' ont pas été adressées conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Les Parties contractantes s' engagent à n' adresser ni n' accepter aucune invitation à participer à une ex-

position, qu' elle doive avoir lieu sur le territoire d' une Partie contractante ou sur celui d' un Etat non-membre, si cette invitation ne fait pas mention de l' enregistrement accordé conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. Toute Partie contractante peut requérir les organisateurs de s' abstenir de lui adresser des invitations autres que celle qui lui est destinée. Elle peut aussi s' abstenir de transmettre des invitations ou des désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non-invitées.

Article 12.

Le gouvernement invitant doit nommer un commissaire général de l' exposition chargé de le représenter à toutes fins de la présente Convention et en tout ce qui concerna l' exposition.

Article 13.

Le gouvernement de tout Etat qui participe à une exposition doit nommer un commissaire général de section pour le représenter auprès du gouvernement invitant. Le commissaire général de section est seul chargé de l' organisation de sa présentation nationale. Il informe le commissaire général de l' exposition de la composition de cette présentation et veille au respect des droits et obligations des exposants.

Article 14.

1. Au cas où les expositions universelles comportent des pavillons nationaux, tous les gouvernements participants construisent leurs pavillons à leurs propres frais. Néanmoins, avec l' approbation préalable du Bureau, les organisateurs des expositions universelles peuvent, par dérogation, construire des emplacements destinés à être loués aux gouvernements qui ne sont pas en mesuere de construire des pavillons nationaux.

2. Dans les expositions spécialisées, la construction des bâtiments incombe aux organisateurs.

Article 15.

Dans une exposition universelle il ne peut être perçu ni par le gouvernement invitant, ni par les autorités locales, ni par les organisateurs de l' exposition, de loyer ou de redevance forfaitaire pour les emplacements attribués aux gouvernements participants (à l' exception d' un loyer pour les emplacements construits au tittre de la dérogation prévue à l' Article 14, 1) Dans le cas où une taxe immobilière serait exigible, d' après la législation en vigueur dans l' Etat invitant, elle demeurerait à la charge des organisateurs.

Seuls les services effectivement rendus en application des règlements approuvés par le Bureau peuvent faire l' objet d' une rétribution.

Article 16.

Le régime douanier des expositions est fixé par l' annexe à la présente Convention, dont ladite annexe fait partie intégrante.

Article 17.

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l' autorité de commissaires généraux nommés conformément à l' Article 13 par les gouvernements des Etats participants. Une section nationale comprend tous ses exposants de l' Etat considéré, mais non les concessionnaires.

Article 18.

1. Dans une exposition, il ne peut être fait usage pour pésigner un participant ou un groupe de participants d' une appellation géographique se rapportant à une Partie contractante qu' avec l' autorisation du commissaire général de section représentant le gouvernemende ladite Partie.

2. Si une Partie contractante ne participe pas à une exposition, le commissaire général de cette exposition veille, en ce qui concerne cette Partie contractante, au respect de la protection prévue au paragraphe précédent.

Article 19.

1. Les productions présentées dans la section nationale d' un Etat participant doivent être en relation étroite avec cet Etat (par exemple objets originaires de son territoire ou productions créées par ses ressortissants).

2. Peuvent toutefois y figurer, avec l' autorisation des commissaires généraux des autres Etats en cause, d' autres objets ou productions, à condition qu' ils ne servent qu' à compléter la présentation.

3. En cas de contestation entre Etats participants dans les cas prévus aux paragraphes 1. et 2. un arbitrage est rendu par le collège des commissaires généraux de section statuant à la majorité des commissaires présents. La décision est définitive.

Article 20.

1. A moins de dispositions contraires dans la législation en vigueur dans l' Etat invitant, il ne doit être concédé aucun monopole de quelque nature qu' il soit, sauf, en ce qui concerne les services communs, autorisation du Bureau accordée au moment de l' enregistrement. Dans ce cas les organisateurs sont tenus aux obligations suivantes :

a) indiquer l' existence de ce ou ces monopoles dans le règlement général de l' exposition et dans le contrat de participation ;

b) assurer aux participants l' usage des services monopolisés aux conditions habituellement appliquées dans l' Etat ;

c) ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires généraux dans leur sections respectives.

2. Le commissaire général de l' exposition prend toute mesure pour que les tarifs demandés aux Etats participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés aux organisateurs de l' exposition et, en tout cas, que les tarifs normaux de la localité.

Article 21.

Le commissaire général de l'exposittion prend toutes les mesures possibles pour assurer le fonctionnement efficace des services d'utilité publique à l'intérieur de l'exposition.

Article 22.

Le gouvernement invitant s'efforce de faciliter l'organisation de la participation des Etants et de leurs ressortissants, notamment en matière de tarifs de transport et de conditions d'admission des personnes et des objets.

Article 23.

1. Le règlement général d'une exposition doit indiquer si, indépendammnet des certificats de participation qui peuvent être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux participants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certains catégories.

2. Avant l'ouverture de l'exposition tout participant peut déclarer vouloir rester en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 24.

Le Bureau International des Expositions visé au Titre suivant , ;eut établir des réglements fixant les conditions générales de composition et de fonctionne-

ment des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses.

TITRE V

Dispoaitions Institutionnelles

Article 25.

1. Il est institué une organisation internationale dénommée Bureau International des Expositions, chargé de veiller et pourvoir à l'application dela présente Convention. Ses membres sont les gouvernements des Parties contractantes. Le siège du Bureau est à Paris.

2. Le Bureau possède la personnalité juridique et notamment la capacité de conclure des contrants, d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.

3. Le Bureau a la capacité de conclure des accords notamment en matière de privilèges et immunités avec des Etats et organisations internationales pour l'exercice des attributions qui lui sont confiées par la présente Convention.

4. Le Bureau comprend une assemblée générale, un président, une commission exécutive, des commissions spécialisées, autant de vice-présidents que de commissions et un sectétariat placé sous l'autorité d'un secrétaire général.

Article 26.

L'assemblée générale du Bureau est composé des déléguéŝ désignés par les gouvernements des Parties contractantes à raison d'un à trois délégués pour chacune d'elles.

Article 27.

L'assemblée générale tient des sessions régulières et peut également tenir des sessions extraordinaires. Elle statue sur toutes les questions pour lesquelles la présentes Convention attribue compétence au Bureau dont elle est la plus haute autorité, et notamment :

a) discute, adopte et publie les règlements relatifs à l'enregistrement, la classification et l'organisation des expositions internationales et au fonctionnement du Bureau.

Dans les limites des dispostions de la présente Convention, elle peut établir des règlements obligatoires. Elle peut aussi établir des règlements – types, qui serviront de guides pour l'organisation des expositions.

b) arrête le budget, contrôle et approuve les comptes du Bureau ;

c) approuve les rapports du secrétaire général ;

d) crée les commissions qu'elle juge utiles, désigne les membres de la commission exécutive et des autres commissions et fixe la durée de leur mandat ;

e) approuve tout projet d'accord international visé à l'Article 25 (3) de la présente Convention ;

f) adopte les projets d'amendements visés à l'Article 33 ;

g) désigne le secrétaire général.

Article 28.

1. Le gouvernemment de chaque Partie contractante, quelque soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein de l'assemblée générale. Toutefois, son droit de vote est suspendu si la totalité des cotisations dûes par lui, en application de l'Article 32 ci-après, excède le total de ses cotisations se rapportant à l'année en cours et à l'année précédente.

2. L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque le nombre des délégations présentes en séance et ayant droit de vote est au moins des deux tiers de celui des Parties Contractantes ayant droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, à échéance d'au moins un mois. Dans ce cas le quorum requis est abaissé à la moitié du nombre des Parties contractantes disposant du droit de vote.

3. Les votes sont acquis à la majorité des délégations présentes qui expriment leur vote pour ou contre. Toutefois, dans les cas suivants la majorité des deux tiers est requise:

a) adoption des projets d'amendements à la présente Convention.

b) établissement et modification des règlements ;

c) adoption du budget et approbation du montant des cotisations annuelles des Parties contractantes ;

d) autorisation de modifier les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition dans les conditions prévues à l'Article 4 ci – dessus ;

e) enregistrement d'une exposition sur le territoire d'une Etat non-membre en cas de concurrence avec une exposition sur le territoire d'une Partie contractante ;

f) réduction des intervalles prévus à l'article 5 de le présente Convention ;

g) acceptation des réserves à un amendement présentées par une Partie contractante ; le dit amendement devant être, en application de l'article 33, adopté à la majorité des 4/5 ou à l'unanimité selon le cas;

h) approbation de tout projet d'accord international ;

i) nomination du secrétaire général.

Article 29.

1. Le président est élu par l'assemblée générale au scrutin secret pour une période de deux ans parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, mais il ne représente plus l'Etat dont il est ressortissant pendant la durée de son mandat. Il est rééligible.

2. Le président convoque et dirige les réunions de l'assemblée générale et veille au bon fonctionnement du Bureau. En son absence, ses fontcions sont exercées par le vice – président chargé de la commission exécutive ou, à défaut, par un des autres vice – présidents, dans l'ordre de leur élection.

3. Les vice-présidents sont élus parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes par l'assemblée générale qui détermine la nature et la durée de leur mandat et désigne notamment la commission dont ils ont la charge.

Article 30.

1. La commission exécutive se compose de délégués des gouvernements de douze Parties contractantes à raison d'un pour chacun d'entre eux.

2. La commiision exécutive

a) établit et tient à jour une classification des activités humaines susceptibles de figurer dans une expotition ;

b) examine toute demande d'enregistrement d'une exposition et la soumet, avec son avis, à l'approbation de l'assemblée générale ;

c) remplit les tâches qui lui sont confiées par l'assemblée générale;

d) peut demander l'avis des autres commissions.

Article 31.

1. Le secrétaire général, nommé suivant les dispositions de l'Article 28 de la présente Convention, doit être un ressortissant d'une des Parties contractantes.

2. Le secrétaire général est chargé de gérer les affaires courantes du Bureau suivant les instructions de l'assemblée générale et dela commission exécutive. Il élabore le projet de budget, présente les comptes et soumet à l'assemblée générale des rapports relatifs à

ses activités. Il représente le Bureau, notamment en justice.

3. L'assemblée générale détermine les autres attributions et les obligations du secrétaire général ainsi que son statut.

Article 32.

Le budget annuel du Bureau est fixé par l'assemblée générale dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'Article 28. Il tient compte des réserves financières du Bureau, des recettes de toute sorte, ainsi que des soldes débiteurs et créditeurs reportés des exercices précédents. Les dépenses du Bureau sont couvertes par ces sources et par les cotisations des Parties contractantes selon le nombre de parts leur incombant en application des décisions de l'assemblée générale.

Article 33.

1. Toute Partie contractante peut proposer un projet d'amendement à la présente Convention. Le texte dudit projet et les raisons qui l'ont motivé sont adressées au secrétaire génèral qui les communique dans la plus bref délai aux autres Parties contractantes.

2. Le projet d'amendement proposé est inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire de l'assemblée générale qui se tient au moins trois mois après la date de son envoi par le secrétaire général.

3. Tout projet d'amendement adopté par l'assemblée générale dans les conditions prévues au paragraphe précédent et à l'Article 28 est soumis par le gouvernement de la République Française à l'acceptation de toutes les Parties contractantes. Il entre en vigueur à l'égard de toutes ces Parties à la date à laquelle les quatre cinquièmes d'entre elles ont notifié leur acceptation au gouvernement de la République Française. Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, tout projet d'amendement au présent paragraphe, à l'Article 16 relatif au régime douanier, ou à l'annexe prévue audit article, n'entre en vigueur qu'à la date à laquelle toutes les Parties contractantes ont notifié leur acceptation au gouvernement de la République Française.

4. Toute Partie contractante qui souhaite assortir d'une réserve son acceptation d'un amendement fait part au Bureau des termes de la réserve envisagée. L'assemblée générale statue sur l'admissibilté de la dite reserve. L'assemllée générale doit faire droit aux réserves qui tendraient à sauvegarder des situations acquises en matière d'expositions et rejeter celles qui auraient pour effet de créer des Situations rices privilégiées Si la réserve est appeptée, la Partie qui l'avait présentée figure parmi celles qui sont comptées comme ayant accepté l'amendement pour le calcul de la majorité des quatre cinquièmes susmentionnée. Si elle est rejetée, la Partie qui l'avait présentée opte entre le refus de l'amendement ou son acceptation sans réserve.

5. Lorsque l'amendement entre en vigueur, dans les conditions prévues au troisième paragraphe du présent article, toute Partie contractante ayant refusé de l'accepter peut, si elle le juge bon, se prévaloir des dispositions de l'article 37 ci-après.

Article 34.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'application ou l'interprétation de la présente Convention, qui ne peut être réglé par les autorités investies de pouvoirs de décision en application de la présente Convention, fera l'objet de négociations entre les Parties en litige.

2. Si ces negociations n'aboutissent pas à un accord à bref délai, une des Parties saisit le Président du Bureau et lui demande de désigner un conciliateur. Si alors le conciliateur ne peut obtenir l'accord des Parties en litige sur une solution, il constate et délimite dans son rapport au Président la nature et l'étendue du litige.

3. Lorsqu'un désaccord est ainsi constaté, le différend fait l'objet d'un arbitrage. A cette fin une des Parties saisit , dans un délai de deux mois à compter de la communication du rapport aux Parties en litige, le sectétaire général du Bureau d'une requête d'arbitrage en mentionnant l'arbitre choisi par elle. L'autre ou les autres Parties au différend doivent désigner, chacune, dans un délai de deux mois, leur arbitre respectif. A défaut, une des Parties saisit le président de la Cour Internationale de Justice en lui demandant de désigner le ou les arbitres.

Lorsque plusieurs Parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions du paragraphe qui précède, que pour une seule. En cas de doute, le secrétaire général décide.

Les arbitres désignent à leur tour un surarbitre. Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur ce choix dans un delai de deux mois, le président de la Cour Internationale de justice, saisi par une des Parties, y pourvoit.

4. Le collège arbitral rend son arbitrage à la majorité de ces membres, la voix du surarbitre étant prépondérante en cas de partage égal des voix. Cet arbitrage s'impose à toutes les Parties en litige, définitivement et sans recours.

5. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 3 et 4 qui précèdent. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par lesdites dispositions envers tout Etat qui aura formulé une telle réserve.

6. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au gouvernmnt dépositaire.

Article 35.

La présente Convention est ouverte à l'adhésion d'une part de tout Etat, soit membre de l'Organisation des Nations Unies, soit non membre de l'ONU qui est partie au statut de la Cour Internationale de Justice, ou membre d'une institution spécialisée des Nations Unies, ou membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et, d'autre part, de tout autre

Etat dont la demande d'adhésion est approuvée par la majorité des deux tiers des Parties contractantes ayant droit de vote à l'assemblée générale du Bureau. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du gouvernement de la République Française et prennent effet à la date de leur dépôt.

Article 36.

Le gouvernement de la République Française notifie aux gouvernement des Etats Parties à la présente Convention ainsi qu'au Bureau International des Expositions ;

α) l'entrée en vigueur des amendements, conformément à l'article 33 ;

b) les adhésions, conformément à l'Article 35 ;

c) les dénonciations, conformément à l'Article 37;

d) Les réserves émises en application de l'Article 34 paragraphe 5 ;

e) l'expiration éventuelle de la Convention.

Article 37.

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention en le notifiant par écrit au gouvernement de la République Française.

2. Cette dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification.

3. La présente Convention vient à expiration si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties contractantes est réduit à moins de sept.

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Parties contractantes au sujet de la dissolution du Bureau, les secrétaire général sera chargé des questions de liquidation. L'actif sera réparti entre les Parties contractantes au prorata des cotisations versées depuis qu'elles sont Parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui - ci sera pris en charge par ces mêmes Parties au prorata des cotisations fixées pour l'exercice financier en cours.

ANNEXE

à la Convention signée à Paris le 22 Novembre 1928 concernant les Expositions Internationales, modifiée et complétée par les Protocoles du 10 Mai 1948, du 16 Novembre 1966 et du 30 Novembre 1972.

REGIME DOUANIER

pour l'importation des articles par les participants aux Expositions Internationales

Article 1 - Définitions

Pour l'application de la présente annexe on entend par :

a) «Droits à l'importation», les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendues et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

b) «Admission temporaire», l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation.

Article 2.

Bénéficient de l'admission temporaire:

a) les marchandises destinées à être exposées où à faire l'objet d'une démonstration à l'exposition ;

b) les marchandises destinées à être utilisées pour les présentations à l'exposition de produits étrangers, telles que :

i) les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés ;

ii) les matériaux de construction , même à l'état brut, le matériel de décoration et d'ameublement, et l'équi pement électrique pour les pavillons et stands ét angers de l'expositio n, ainsi que pour les locaux affectés au Commissaire Général de Section d'un pays étranger participant ;

iii) les outils, le matériel utilisés pour la construction et les moyens de transports, nécessaires aux travaux de l' exposition ;

iv) le materiel publicitaire ou de démonstration, destiné manifestementà être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l' exposition, tel que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l' appareillage néoessare à leur utilisation.

c) Le matériel - ycompris les installations d' interprétariat, les appareils d' enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel - destiné à être utilisé à l' occasion de l' exposition.

Article 3.

Les facilités visées à l' article 2 de cette annexe sont accordées à condition que :ς

a) les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation ;

b) le Commissaire Général de Section du pays participant garantisse sans dépôt de fonds le paiement des droits à l' importation frappant les marchandises qui ne seraient pas réexportées après la clôture de l' exposition dans les délais fixés ; d' autres garanties prévues par la législation du pays invitant peuvent être admises à la demande des exposants (par exemple carnet A.T.A. institué par la Convention du Conseil du Coopeération douanière du 6 Décembre 1961) ;

c) les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions imposées par cette annexe soient remplies.

Article 4.

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente annexe et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être prêtées, louées ou utilisées moyennant rétribution ni transportées hors du lieu de l'exposition. Elles doivent être réexportées dans les plus brefs délais et au plus tard trois mois après la clôture de l' exposition. Les autorités douanières peuvent pour des raisons valables prolonger cette période dans les limites prescrites par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

Article 5.

a) Nonobstant l'obligation de réexportation prévue à l'article 4, la réexportation des marchandises périssables ou gravement endommagées ou de faible valeur, n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:

i) soumises aux droits à l'importation dûs en l'espèce, ou

ii) abandonnées, libres de tous frais, au Trésor Public du pays d'importation temporaire, ou

iii) détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor Public du pays d'importation temporaire.

Toutefois l'obligation de réexportation ne s'applique pas aux marchandises de toute nature dont la destruction requise par le Commissaire Général de Section concerné, est effectuée sous contrôle officiel et sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor Public du pays d'importation temporaire.

b) Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire si elles étaient importées directement de l'étranger.

Article 6.

Les produits accessoirement obtenus au cours de l'exposition, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente annexe, de la même façon que s'ils avaient été placés en admission temporaire, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après.

Article 7.

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants, pourvu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant:

a) Petits échantillons (autres que boissons alcooliques, tabac et combustibles) représentatifs des marchandises étragères exposées à l'exposition, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à l'exposition à partir de marchandises importées en vrac, pourvu:

i) qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à l'exposition pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués;

ii) que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire;

iii) qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans le plus petit emballage vendu au détail;

iv) que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans des emballages conformément à l'alinéa iii) ci-dessus, soient consommés à l'exposition.

b) Echantillons importés qui sont utilisés ou consommés par les Membres des jurys de l'exposition pour apprécier et juger les objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du Commissaire Général de Section, mentionnant la nature et la quantité des objets consommés au cours de telle appréciation et tel jugement.

c) Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étranger présentés à l'exposition, et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations.

d) Imprimés, catalogues, prospectus, prix-courants, affiches, calendries (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition pourvu qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de l'exposition.

Article 8.

Les droits à l' importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l' importation ne sont pas appliquées et si l' admission temporaire a été accordée, la réexportation n' est pas exigée dans les cas suivants :

a) produits qui sont importés et utilisés pour la construction, l' aménagement, la décoration, l' animation et l' environnement des présentations étrangères à l' exposition (peindures, vernis, papier de tenture, liquides vaporisés, article pour feux d' artifice, graines ou plants etc.) détruits du fait de leur utilisation;

b) catalogues, brochures, affiches et autres imprimés officiels, illustrés ou non, qui sont publiés par les pays participant à l' exposition;

c) plans, dessins, dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels à l' exposition.

Article 9.

a) A l' entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une exposition sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette exposition.

b) Chaque Partie contractante s' efforcera, dans tous les cas où elle l' estimera utile, compte tenu de l' importance de l' exposition, d' ouvrir pour une durée raisonnable, un bureau de douane sur les lieux de l' exposition organisée sur son terriroire.

c) La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s' effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s' il est différent du bureau d' importation, sauf si l' importateur s' engage, afin de bénéficier d' une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d' importation.

Article 10.

Les dispositions qui précèdent ne mettent pas obstacle à l' application :

α) de facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d' accord bilatéraux ou multilatéraux ;

b) des règlements nationaux ou conventionnels non douaniers concernant l' organisation de l' exposition ;

c) des prohibitions et restrictions résultant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d' orbre public, de sécurité publique, d' hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d' ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rappontant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d' auteur et de reproduction.

Article 11.

Pour l' application de la présente annexe les territoires des pays contractants qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

FAIT à Paris, le Novembre 1972.

Πρωτόκολλον τροποποιοῦν τὴν περὶ τῶν Διεθνῶν Ἐκθέσεων Σύμβασιν, ὑπογραφεῖσαν ἐν Παρισίοις τὴν 22.11.1928.

Τὰ μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, θεωροῦντα ὅτι οἱ κανονισμοὶ καὶ αἱ διαδικασίαι καθιερωθεῖσαι διὰ τῆς Συμβάσεως «περὶ Διεθνῶν Ἐκθέσεων» τῆς ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 22.11.1928, τροποποιηθείσης καὶ συμπληρωθείσης διὰ τῶν πρωτοκόλλων τῆς 10.5.48 καὶ 16.11.1966, ἀπεδείχθησαν χρήσιμοι καὶ ἀπαραίτητοι εἰς τοὺς διοργανωτὰς τῶν Ἐκθέσεων τούτων ὡς καὶ εἰς τὰς συμμετεχούσας εἰς ταύτας χώρας.

Ἐπιθυμοῦντα νὰ προσαρμόσουν εἰς τὰς συνθήκας τῆς συγχρόνου δραστηριότητος τοὺς ἐν λόγῳ κανονισμοὺς καὶ διαδικασίας, ὡς καὶ ἐκείνους οἵτινες ἀφοροῦν εἰς τὸν ὀργανισμὸν τὸν ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως ὡς καὶ τὴν συγκέντρωσιν τῶν διατάξεων τούτων εἰς ἓν μόνον ὄργανον τὸ ὁποῖον πρόκειται νὰ ἀντικαταστήσῃ τὴν Σύμβασιν τοῦ 1928. Συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον I.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον σκοπεύει :

α) Νὰ τροποποιήσῃ τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὰς διαδικασίας τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς διεθνεῖς ἐκθέσεις, καὶ

β) νὰ τροποποιήσῃ τὰς διατάξεις τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς δραστηριότητας τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐκθέσεων.

Τροποποιήσεις.

Ἄρθρον II.

Ἡ Σύμβασις τοῦ 1928 ἐτροποποιήθη ἐκ νέου διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τοὺς στόχους τοὺς διατυπωθέντας εἰς τὸ Ιον ἄρθρον. Τὸ κείμενον τῆς Συμβάσεως, οὕτω τροποποιηθὲν περιέχεται εἰς τὸ παράρτημα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου καὶ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος αὐτοῦ.

Ἄρθρον III.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Μερῶν τῆς Συμβάσεως τῶν Παρισίων 1928 ἀπὸ τῆς 30ῆς Νοεμβρίου 1972 μέχρι τῆς 30ῆς Νοεμβρίου 1973, καὶ θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν τῶν ὡς ἄνω Μερῶν καὶ μετὰ τὴν τελευταίαν ταύτην ἡμερομηνίαν.

2. Τὰ Μέρη τῆς Συμβάσεως τοῦ 1928 δύνανται νὰ καταστοῦν Μέρη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου διά :

α) Ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

β) Ὑπογραφῆς ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἀκολουθουμένης ὑπὸ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

γ) Προσχωρήσεως.

3. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

Ἄρθρον IV.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν 29 Κράτη θὰ καταστοῦν Μέρη τούτου, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον III.

Ἄρθρον V.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς ἐγγραφῆς μιᾶς ἐκθέσεως διὰ τὴν ὁποίαν θὰ ἔχῃ «κρατηθῇ» μία ἡμερομηνία ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐκθέσεων, μέχρι καὶ τῆς συνεδριάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἡ ὁποία θὰ ἔχῃ ἀμέσως προηγηθῇ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ὡς ἄνω ἄρθρου IV.

Ἄρθρον VI.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας θὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ὡς καὶ εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐκθέσεων :

α) Τὰς ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις, ἐγκρίσεις, ἀποδοχὰς καὶ προσχωρήσεις, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον III.

β) Τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον IV.

Ἄρθρον VII.

Ἅμα τῇ θέσει ἐν ἰσχύι τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, θὰ πρωτοκολλήσῃ τοῦτο, παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τοῦ Ο.Η.Ε., συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Εἰς πίστωσιν τοῦ ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τὴν 30ὴν Νοεμβρίου 1972, εἰς τὴν γαλλικὴν εἰς ἓν ἀντίτυπον, τὸ ὁποῖον θὰ φυλαχθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Γαλλικοῦ Κράτους, ἥτις θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Μερῶν τῆς Συμβάσεως τοῦ 1928 πιστὰ ἀντίγραφα τούτου.

ΠΡΟΣΘΗΚΗ

Σύμβασις περὶ τῶν «Διεθνῶν Ἐκθέσεων», ὑπογραφεῖσα ἐν Παρισίοις τὴν 22αν Νοεμβρίου 1928, τροποποιηθεῖσα καὶ συμπληρωθεῖσα διὰ τῶν πρωτοκόλλων τῆς 10ης Μαΐου 1948, 16ης Νοεμβρίου 1966 καὶ 30ῆς Νοεμβρίου 1972.

ΤΙΤΛΟΣ I.

Ὁρισμοὶ καὶ Ἀντικείμενα.

Ἄρθρον 1.

1. Ἔκθεσις εἶναι μία ἐκδήλωσις ἡ ὁποία ἀσχέτως εἰδικῆς ὀνομασίας - σκοπὸν κύριον ἔχει τὴν διδασκαλίαν τοῦ κοινοῦ, παρουσιάζουσα τὰ μέσα τὰ ὁποῖα διαθέτει ὁ ἄνθρωπος διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν ἑνὸς πολιτισμοῦ καὶ προβάλλουσα τὰς πραγματοποιηθείσας προόδους ἢ τὰς προοπτικὰς τοῦ μέλλοντος εἰς ἕνα ἢ περισσοτέρους τομεῖς τῆς ἀνθρωπίνης δραστηριότητος.

2. Ἡ Ἔκθεσις καλεῖται διεθνὴς ὅταν μετέχουν εἰς ταύτην πλείονα τοῦ ἑνὸς Κράτη.

3. Συμμετέχοντες εἰς μίαν διεθνῆ Ἔκθεσιν εἶναι ἀφ' ἑνὸς μὲν οἱ ἐκθέται τῶν ἐπισήμως ἐκπροσωπουμένων Κρατῶν καὶ οἱ ὁποῖοι κατατάσσονται κατὰ Ἐθνικὰ Τμήματα, ἀφ' ἑτέρου δὲ οἱ Διεθνεῖς Ὀργανισμοὶ ἢ οἱ ἐκθέται οἵτινες διαμένουν εἰς Χώρας αἱ ὁποῖαι δὲν συμμετέχουν ἐπισήμως, καὶ τέλος ἐκεῖνοι, κυρίως οἱ ἀνάδοχοι, οἵτινες ἔχουν ἐξουσιοδοτηθῇ συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τῆς Ἐκθέσεως νὰ καταγίνωνται μὲ ἄλλην δραστηριότητα.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παροῦσα σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς ὅλας τὰς Διεθνεῖς Ἐκθέσεις, ἐκτὸς τῶν :

α) Ἐκθέσεων διαρκείας μικροτέρας τῶν τριῶν ἑβδομάδων,

β) Ἐκθέσεων τῶν καλῶν Τεχνῶν.

γ) Ἐκθέσεων κυρίως ἐμπορικῶν.

Ἄρθρον 3.

1. Παρὰ τὸν τίτλον ὁ ὁποῖος θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ δοθῇ εἰς μίαν ἔκθεσιν ὑπὸ τῶν διοργανωτῶν της, ἡ παροῦσα Σύμβασις διακρίνει τὰς Ἐκθέσεις εἰς γενικὰς καὶ εἰδικάς.

2. Ἔκθεσίς τις εἶναι γενικὴ ὅταν εἰς ταύτην παρουσιάζωνται χρησιμοποιούμενα μέσα ἢ καὶ πραγματοποιηθεῖσαι ἢ μέλλουσαι νὰ πραγματοποιηθοῦν πρόοδοι εἰς πλείονας κλάδους τῆς ἀνθρωπίνης δραστηριότητος, ὡς προκύπτουν ἐκ τῆς ταξινομήσεως τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 30 (παρ. 2α) τῆς παρούσης συμβάσεως.

3. Εἶναι εἰδικὴ ὅταν αὕτη ἀφιεροῦται εἰς ἕνα μόνον Κλάδον τῆς ἀνθρωπίνης ἐνεργείας, ὡς ὁ Κλάδος οὗτος ἔχει προσδιορισθῇ εἰς τὴν ἐν λόγῳ ταξινόμησιν.

ΤΙΤΛΟΣ II.

Διάρκεια Συχνότης τῶν Ἐκθέσεων.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ διάρκεια μιᾶς Ἐκθέσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίνῃ τοὺς ἓξ μῆνας.

2. Αἱ ἡμερομηνίαι ἐνάρξεως καὶ λήξεως μιᾶς ἐκθέσεως καθορίζονται ἀπὸ τὴν στιγμὴν τῆς ἐγγραφῆς των καὶ δὲν δύνανται νὰ τροποποιηθοῦν παρὰ μόνον εἰς περίπτωσιν ἀνωτέρας βίας καὶ μετὰ τὴν σύμφωνον γνώμην τοῦ Διεθνοῦς

Γραφείου τῶν Ἐκθέσεων (καλούμενον ἐφεξῆς Γραφεῖον), διὰ τὸ ὁποῖον προβλέπουν αἱ διατάξεις τοῦ τίτλου V τῆς παρούσης συμβάσεως. Πάντως ἡ συνολικὴ διάρκεια τῆς ἐκθέσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τοὺς ἕξ μῆνας.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ συχνότης πραγματοποιήσεως τῶν προβλεπομένων διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως Ἐκθέσεων, ρυθμίζεται κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον.

α) Μεταξὺ δύο γενικῶν ἐκθέσεων, εἰς τὴν ἰδίαν χώραν, πρέπει νὰ παρεμβάλληται ἕν διάστημα 20 ἐτῶν τοὐλάχιστον, καὶ ἕν διάστημα πέντε ἐτῶν τοὐλάχιστον πρέπει νὰ παρεμβάλληται μεταξὺ μιᾶς εἰδικῆς καὶ μιᾶς γενικῆς ἐκθέσεως.

β) Ἕν διάστημα δέκα ἐτῶν τοὐλάχιστον πρέπει νὰ παρεμβάλληται μεταξὺ δύο γενικῶν ἐκθέσεων, διοργανουμένων εἰς διαφόρους χώρας.

γ) Ἕν διάστημα δέκα ἐτῶν τοὐλάχιστον πρέπει νὰ παρεμβάλληται μεταξὺ δύο εἰδικῶν ἐκθέσεων τῆς αὐτῆς φύσεως διοργανουμένων εἰς τὴν αὐτὴν χώραν καὶ ἕν διάστημα τοὐλάχιστον πέντε ἐτῶν, πρέπει νὰ παρεμβάλληται μεταξὺ δύο εἰδικῶν ἐκθέσεων διαφόρου φύσεως.

δ) Ἕν διάστημα τοὐλάχιστον πέντε ἐτῶν, πρέπει νὰ χωρίζῃ δύο ἐκθέσεις εἰδικὰς τῆς αὐτῆς φύσεως διοργανουμένας εἰς διαφόρους χώρας καὶ ἕν διάστημα τοὐλάχιστον δύο ἐτῶν πρέπει νὰ χωρίζῃ δύο εἰδικὰς ἐκθέσεις διαφόρου φύσεως.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ὡς ἄνω ἄρθρου 1, τὸ Γραφεῖον δύναται, κατ' ἐξαίρεσιν καὶ ὑπὸ τὰς προβλεφθείσας προϋποθέσεις τοῦ ἄρθρου 2 (παρ. 3) νὰ περιορίσῃ τὰ ὡς ἄνω χρονικὰ διαστήματα, ἀφ' ἑνὸς μὲν ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν εἰδικῶν Ἐκθέσεων, ἀφ' ἑτέρου δὲ καὶ ἐντὸς τοῦ ὁρίου τῶν ἑπτὰ ἐτῶν, πρὸς ὄφελος τῶν γενικῶν ἐκθέσεων, διοργανουμένων εἰς διαφόρους χώρας.

3. Τὰ διαστήματα τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ χωρίζουν τὰς ἐγγεγραμμένας ἐκθέσεις δέον ὅπως ἔχουν σημεῖον ἐνάρξεως τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς Ἐκθέσεως.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ.

Ἐγγραφή.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ Κυβέρνησις ἑνὸς συμβαλλομένου Κράτους ἐπὶ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἔχει σχεδιασθῆ μία ἔκθεσις (ἐφεξῆς καλουμένη προσκαλοῦσα Κυβέρνησις) πρέπει νὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὸ Γραφεῖον αἴτησιν διὰ νὰ λάβῃ τὴν ἐγγραφήν της, προσδιορίζουσα τὰ νομοθετικά, ρυθμιστικὰ ἢ οἰκονομικὰ μέτρα τὰ ὁποῖα προβλέπει ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ αὐτῆς τῆς ἐκθέσεως. Ἡ Κυβέρνησις ἑνὸς Κράτους, μὴ μέρους, ἥτις ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπιτύχῃ ἐγγραφὴν διὰ μίαν ἔκθεσιν, δύναται κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον νὰ ἀπευθύνῃ αἴτησιν εἰς τὸ Γραφεῖον ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς ἀναλήψεως τῆς ὑποχρεώσεως νὰ σεβασθῇ διὰ τὴν ἔκθεσιν ταύτην τὰς διατάξεις τῶν τίτλων Ι, ΙΙ, ΙΙΙ καὶ IV, τῆς συμβάσεως ταύτης, ὡς καὶ τοὺς ἐκδοθέντας κανονισμοὺς διὰ τὴν ἐφαρμογήν των.

2. Ἡ αἴτησις ἐγγραφῆς πρέπει νὰ γίνῃ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς ἐπιφορτισμένης μὲ τὰς διεθνεῖς σχέσεις, ἀναφέρουσα τὸν τόπον ὅπου θὰ πραγματοποιηθῇ ἡ σχεδιαζομένη Ἔκθεσις (ἐφεξῆς καλουμένη προσκαλοῦσα Κυβέρνησις), ἀκόμη καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν αὐτὴ ἡ Κυβέρνησις δὲν εἶναι ὁ διοργανωτὴς τῆς Ἐκθέσεως.

3. Τὸ Γραφεῖον προσδιορίζει διὰ ὑποχρεωτικῶν κανονισμῶν τὴν μεγίστην προθεσμίαν διὰ νὰ «κρατήσῃ» τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐκθέσεως, ὡς καὶ τὴν ἐλαχίστην προθεσμίαν διὰ τὴν κατάθεσιν τῆς αἰτήσεως περὶ ἐγγραφῆς. Ἐπίσης τὸ Γραφεῖον καθορίζει τὰ συνῳδὰ ἔγγραφα μιᾶς τοιαύτης αἰτήσεως. Τὸ Γραφεῖον καθορίζει ἐπίσης, δι' ἀναγκαστικοῦ κανονισμοῦ, τὸ ποσὸν τῶν ἀπαιτουμένων συνδρομῶν διὰ τὰ ἔξοδα ἐξετάσεως τῆς αἰτήσεως.

4. Ἡ ἐγγραφὴ δὲν χορηγεῖται παρὰ μόνον ὅταν ἡ Ἔκθεσις πληροῖ τοὺς καθορισθέντας ὅρους ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ ὑπὸ τῶν κανονισμῶν τοῦ Γραφείου.

Ἄρθρον 7.

1. Ὅταν δύο ἢ πλείονα Κράτη συναγωνίζωνται μεταξύ των διὰ τὴν ἐγγραφὴν μιᾶς Ἐκθέσεως καὶ δὲν καταλήγουν εἰς συμφωνίαν, συγκαλοῦν τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν τοῦ Γραφείου ἡ ὁποία ἀποφασίζει, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπικαλουμένας ἀπόψεις τῶν μερῶν καί, μάλιστα, τοὺς εἰδικοὺς λόγους ἱστορικῆς ἢ ἠθικῆς λύσεως, τὸν διαδραμόντα χρόνον ἀπὸ τῆς τελευταίας ἐκθέσεως καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἤδη διοργανωθεισῶν ἐκδηλώσεων ὑπὸ τῶν ἐν ἀνταγωνισμῷ εὑρισκομένων Κρατῶν.

2. Τὸ Γραφεῖον δίδει προτίμησιν—ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῶν ἐξαιρετικῶν περιστάσεων— εἰς ἔκθεσιν σχεδιαζομένην ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ συμβαλλομένου Κράτους.

Ἄρθρον 8.

Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεφθείσης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4, παρ. 2, τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον ἔχει λάβει τὴν ἐγγραφὴν μιᾶς Ἐκθέσεως, ἀπολλύει τὰ συνοδεύοντα τὴν ἐγγραφὴν ταύτην δικαιώματα ἂν μετατρέψῃ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν, ὡς εἶχε διακηρύξει, θὰ ἐπραγματοποιεῖτο ἡ ἔκθεσις. Ἐὰν ζητήσῃ νὰ διοργανώσῃ τὴν ἔκθεσιν εἰς ἄλλην ἡμερομηνίαν, πρέπει νὰ εἰσαγάγῃ μίαν νέαν αἴτησιν καὶ νὰ ὑποβληθῇ ἂν ὑπάρχῃ χῶρος, εἰς τὴν καθορισθεῖσαν ἐν τῷ ἄρθρῳ 7 διαδικασίαν, τὴν ὁποίαν περιπλέκουν ἐνδεχόμενοι ἀνταγωνισμοί.

Ἄρθρον 9.

1. Δι' ἑκάστην ἔκθεσιν, ἥτις δὲν ἔχει ἐγγραφῆ, τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀρνοῦνται τὴν συμμετοχήν των (συνδρομήν), τὴν αἰγίδα των ὡς καὶ πᾶσαν ἐπιχορήγησιν.

2. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ μὴν συμμετάσχουν εἰς ἔκθεσιν ἤδη ἐγγεγραμμένην.

3. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος θὰ χρησιμοποιήσῃ ὅλα τὰ μέσα τὰ ὁποῖα κατὰ τὴν νομοθεσίαν του, θὰ ἔκρινε πλέον πρόσφορα διὰ νὰ ἀντιδράσῃ κατὰ διοργανωτῶν «φανταστικῶν» ἐκθέσεων ἢ ἐκθέσεων εἰς ἃς οἱ συμβαλλόμενοι θὰ προσελκύοντο δολίως διὰ ὑποσχέσεων, ἀγγελιῶν ἢ ψευδῶν διαφημίσεων.

ΤΙΤΛΟΣ IV.

Ὑποχρεώσεις τῶν διοργανωτῶν τῶν ἐγγεγραμμένων Ἐκθέσεων καὶ τὰ συμμετέχοντα Κράτη.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις πρέπει νὰ ἐπαγρυπνῇ διὰ τὸν σεβασμὸν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ τῶν ἐκδιδομένων κανονισμῶν διὰ τὴν ἐφαρμογήν της.

2. Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις αὐτὴ δὲν ὀργανώνῃ ἡ ἰδία τὴν Ἔκθεσιν, τὸ νομικὸν πρόσωπον τὸ ὁποῖον τὴν διοργανώνει, πρέπει νὰ εἶναι ἐπισήμως ἀνεγνωρισμένον, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως, ἡ ὁποία ἐγγυᾶται τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ νομικοῦ τούτου προσώπου.

Ἄρθρον 11.

1. Ὅλαι αἱ προσκλήσεις διὰ συμμετοχὴν εἰς μίαν ἔκθεσιν, ἀπευθυνόμεναι εἰς συμβαλλόμενα Μέρη ἢ Κράτη μὴ μέλη, πρέπει νὰ ἀποσταλοῦν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ὑπὸ μόνης τῆς Κυβερνήσεως τῆς προσκαλούσης Χώρας πρὸς τὴν Κυβέρνησιν, μόνον, τῆς προηγουμένης, διὰ τὴν αὐτὴν—ταύτην τὴν προσκαλουμένην Κυβέρνησιν, ὡς καὶ τ' ἄλλα φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς τελευταίας, πρέπει νὰ ἀποστέλλωνται διὰ τῆς ἰδίας ὁδοῦ πρὸς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν, ἀκόμη καὶ ὅταν αἱ ἐπιθυμίαι συμμετοχῆς ἐκδηλοῦνται ὑπὸ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων μὴ προσκληθέντων, αἱ προσκλήσεις δέον νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς προδιαγεγραμμένας ὑπὸ τοῦ Γραφείου Προθεσμίας. Αἱ προσκλήσεις πρὸς Ὀργανισμοὺς Διεθνοῦς χαρακτῆρος ἀπευθύνονται ἀπ' εὐθείας εἰς τούτους.

2. Οὐδὲν συμβαλλόμενον μέρος δύναται νὰ ὀργανώνῃ ἢ νὰ θέσῃ ὑπὸ τὴν αἰγίδα του συμμετοχὴν εἰς ἔκθεσιν διεθνῆ ἐὰν αἱ ὡς ἄνω προσκλήσεις δὲν ἔχουν ἀπευθυνθῆ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως ταύτης.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴν ἀπευθύνουν ἢ νὰ μὴν ἀποδεχθοῦν οἱανδήποτε πρόσκλησιν πρὸς συμμετοχὴν εἰς Ἔκθεσίν τινα, εἴτε πρόκειται νὰ λάβῃ αὐτὴ χώραν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους συμβαλλομένου Κράτους ἢ ἐπὶ ἐδάφους Κράτους μὴ Μέλους, ἐὰν ἡ πρόσκλησις αὐτὴ δὲν κάμνῃ μνείαν περὶ τῆς χορηγηθείσης ἐγγραφῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως.

4. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ αἰτήσῃ ἀπὸ τοὺς διοργανωτὰς νὰ ἀποφεύγουν ὅπως ἀποστέλλουν εἰς αὐτὸ προσκλήσεις ἄλλας ἐκτὸς αὐτῆς, ἥτις προορίζεται διὰ τοῦτο. Δύναται ἐπίσης νὰ ἀπέχῃ τῆς διαβιβάσεως προσκλήσεων ἢ ἐπιθυμιῶν συμμετοχῆς ἐκφρασθεισῶν ὑπὸ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων μὴ προσκληθέντων.

Ἄρθρον 12.

Ἡ παροῦσα προσκαλοῦσα Κυβέρνησις δέον ὅπως ὀνομάζῃ ἕνα γενικὸν Ἐπίτροπον τῆς Ἐκθέσεως ἐπιφορτισμένον νὰ τὴν ἐκπροσωπῇ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ ὅλους τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ διὰ κάθε τι τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ εἰς τὴν Ἔκθεσιν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστης Χώρας ἥτις συμμετέχει εἰς μίαν Ἔκθεσιν πρέπει νὰ ὀνομάζῃ ἕνα γενικὸν Ἐπίτροπον τοῦ τομέως της (εἰς τὴν Ἔκθεσιν) διὰ νὰ τὴν ἐκπροσωπῇ παρὰ τῇ Προσκαλούσῃ Κυβερνήσει. Ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος τῆς συμμετεχούσης χώρας, εἶναι ὁ μόνος ἐπιφορτισμένος μὲ τὴν ὀργάνωσιν τῆς Ἐθνικῆς της ἐκπροσωπήσεως, πληροφορεῖ τὸν Γενικὸν Ἐπίτροπον τῆς Ἐκθέσεως περὶ τῆς συνθέσεως, τῆς ἐκπροσωπήσεως, καὶ μεριμνᾷ διὰ τὸν σεβασμὸν τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν ἐκθετῶν.

Ἄρθρον 14.

1. Ἐν ᾗ περιπτώσει αἱ γενικαὶ ἐκθέσεις ἀπαιτοῦν ἐθνικὰ περίπτερα, ὅλαι αἱ συμμετέχουσαι Κυβερνήσεις κατασκευάζουν τὰ περίπτερά των ἰδίοις ἐξόδοις. Ἐν τούτοις κατὰ παρέκκλισιν δύνανται οἱ διοργανωταὶ τῶν γενικῶν ἐκθέσεων νὰ κατασκευάσουν τὸν χῶρον πρὸς μίσθωσιν εἰς τὰς Κυβερνήσεις αἵτινες δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ κατασκευάσουν ἐθνικὰ περίπτερα, τοῦτο δὲ κατόπιν προηγουμένης ἀδείας τοῦ Γραφείου.

2. Εἰς τὰς εἰδικὰς ἐκθέσεις, ἡ κατασκευὴ οἰκημάτων βαρύνει τοὺς διοργανωτάς.

Ἄρθρον 15.

Εἰς μίαν γενικὴν ἔκθεσιν δὲν δύναται νὰ εἰσπραχθῇ, οὔτε ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως, οὔτε ὑπὸ τῶν διοργανωτῶν τῆς ἐκθέσεως, οὔτε ὑπὸ τῶν τοπικῶν ἀρχῶν μίσθωμα ἢ μορφὴ ἐξ ἐργολαβίας διὰ τοὺς χορηγουμένους χώρους εἰς τὰς συμμετεχούσας Κυβερνήσεις (ἐξαιρέσει τοῦ μισθώματος διὰ τοὺς διαρρυθμισθέντας χώρους δυνάμει τῆς παρεκκλίσεως τοῦ ἄρθρου 14, 1). Εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν θὰ ἦτο ἀπαιτητὸς εἷς φόρος ἐπὶ ἀκινήτου συμφώνως πρὸς τὴν ἐν ἰσχύι Νομοθεσίαν τῆς προσκαλούσης χώρας, οὗτος θὰ ἐπιβαρύνῃ τοὺς διοργανωτάς. Μόνον αἱ ὄντως προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἐγκεκριμένων ὑπὸ τοῦ Γραφείου κανονισμῶν, δύνανται νὰ καταστοῦν ἀντικείμενον ἀμοιβῆς.

Ἄρθρον 16.

Τὸ Τελωνειακὸν καθεστὼς τῶν Ἐκθέσεων καθορίζεται ὑπὸ τοῦ παραρτήματος τῆς παρούσης συμβάσεως, τῆς ὁποίας ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος.

Ἄρθρον 17.

Εἰς μίαν ἔκθεσιν, δύνανται νὰ θεωρηθοῦν ὡς ἐθνικά, κατὰ συνέπειαν, δύνανται νὰ δηλωθοῦν ὑπὸ αὐτὴν τὴν ὀνομασίαν, μόνον τὰ τμήματα τῆς ἐκθέσεως τὰ συγκροτούμενα ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῶν Γενικῶν Ἐπιτρόπων τῶν διορισθέντων, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 13 ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμμετασχόντων Κρατῶν. Ἕν Ἐθνικὸν τμῆμα περιλαμβάνει ὅλους τοὺς Ἐκθέτας τῆς ὑπ' ὄψιν Χώρας, οὐχὶ ὅμως καὶ τοὺς ἀναδόχους.

Ἄρθρον 18.

1. Εἰς μίαν ἔκθεσιν, εἷς ἢ μία ὁμὰς ἐκθετῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιήσουν δι' ἑαυτοὺς γεωγραφικὰς ὀνομασίας ἀνηκούσας εἰς ἓν ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, μόνον κατόπιν ἐξουσιοδοτήσεως τοῦ Γενικοῦ Ἐπιτρόπου τοῦ τομέως τῆς Χώρας ταύτης, ὅστις καὶ ἀντιπροσωπεύει τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ἐν λόγῳ Μέρους.

2. Ἐὰν ἓν συμβαλλόμενον Μέρος, δὲν συμμετέχῃ εἰς μίαν ἔκθεσιν, ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος τῆς ἐν λόγῳ Ἐκθέσεως ἐπαγρυπνεῖ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ἐν λόγῳ μέρους διὰ τὸν σεβασμὸν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου προστασίας.

Ἄρθρον 19.

1. Τὰ ἐκτιθέμενα προϊόντα εἰς ἓν ἐθνικὸν τμῆμα ἑνὸς συμμετέχοντος Κράτους, πρέπει νὰ εὑρίσκωνται εἰς στενὴν σχέσιν μετὰ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους (π.χ. ἀντικείμενα προερχόμενα ἀπὸ τὴν περιοχὴν ἢ προϊόντα παραγόμενα ὑπὸ τῶν κατοίκων του).

2. Ἐν τούτοις δύνανται νὰ ἐπιδειχθοῦν, κατόπιν ἐξουσιοδοτήσεως τῶν Γενικῶν Ἐπιτρόπων τῶν ἄλλων ἐνδιαφερομένων Χωρῶν–Κρατῶν, ἄλλα ἀντικείμενα ἢ παραγόμενα προϊόντα ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἐξυπηρετοῦν ἁπλῶς καὶ μόνον τὴν ὁλοκλήρωσιν τῆς παρουσιάσεως.

3. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας μεταξὺ συμμετεχόντων, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 1 καὶ 2, προσφέρεται μία Διαιτησία ὑπὸ τὸ Συμβούλιον τῶν Γενικῶν Ἐπιτρόπων τῶν Ἐθνικῶν τομέων καὶ τὸ ὁποῖον ἀποφαίνεται κατὰ τὴν πλειοψηφίαν τῶν παρόντων Ἐπιτρόπων. Ἡ ἀπόφασις εἶναι ὁριστική.

Ἄρθρον 20.

1. Δὲν πρέπει, ἐκτὸς ἀντιθέτων διατάξεων τῆς ἐν ἰσχύι νομοθεσίας τοῦ προσκαλοῦντος Κράτους, νὰ χορηγῆται μονοπώλιον οἱασδήποτε φύσεως, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῶν κοινῶν ὑπηρεσιῶν διὰ τὸ μονοπώλιον τῶν ὁποίων ὅμως χορηγεῖται ἐξουσιοδότησις τοῦ Γραφείου κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐγγραφῆς. Εἰς αὐτὴν τὴν περίπτωσιν οἱ διοργανωταὶ ὑποχρεοῦνται νά:

α) Μνημονεύουν τὴν ὕπαρξιν αὐτοῦ ἢ αὐτῶν τῶν μονοπωλίων εἰς τὸν γενικὸν κανονισμὸν τῆς ἐκθέσεως, ὡς καὶ εἰς τὸ συμβόλαιον περὶ συμμετοχῆς.

β) Νὰ ἐξασφαλίσουν εἰς τοὺς συμμετέχοντας τὴν χρῆσιν τῶν μονοπωλιακῶν αὐτῶν ὑπηρεσιῶν ὑπὸ τοὺς συνήθεις, ἐντὸς τῆς διοργανωτρίας Χώρας, ὅρους.

γ) Νὰ μὴ περιορίσουν ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὰς ἐξουσίας τῶν Γενικῶν Ἐπιτρόπων εἰς τὰ Ἐθνικά των, τμήματα.

2. Ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος τῆς ἐκθέσεως, λαμβάνει ὅλα τὰ μέτρα, ὥστε τὰ αἰτούμενα ἀπὸ τὰ συμμετέχοντα Κράτη τέλη νὰ μὴν εἶναι μεγαλύτερα ἀπὸ ἐκεῖνα τῶν διοργανωτῶν τῆς ἐκθέσεως καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀπὸ τὰ τακτικὰ ἐντοπίως τέλη.

Ἄρθρον 21.

Ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος τῆς ἐκθέσεως λαμβάνει ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῶν ὑπηρεσιῶν δημοσίας χρήσεως εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς ἐκθέσεως.

Ἄρθρον 22.

Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις καταβάλλει προσπαθείας διευκολύνσεως τῆς ὀργανώσεως τῆς συμμετοχῆς τῶν Κρατῶν, καὶ τῶν ὑπηκόων των, κυρίως εἰς τὰ θέματα τῶν μεταφορικῶν τελῶν καὶ τῶν ὅρων ἀποδοχῆς προσώπων καὶ ἀντικειμένων.

Ἄρθρον 23.

1. Ὁ Γενικὸς Κανονισμὸς μιᾶς Ἐκθέσεως πρέπει ν' ἀναφέρῃ κατὰ πόσον ἀνεξαρτήτως πιστοποιητικῶν συμμετοχῆς τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ χορηγηθοῦν, θὰ δοθοῦν ἢ ὄχι ἀμοιβαὶ εἰς τοὺς συμμετέχοντας. Ἐν ᾗ περιπτώσει θὰ προβλεφθοῦν ἀμοιβαί, ἡ διανομή των δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ὡρισμένας κατηγορίας.

2. Ἕκαστος τῶν συμμετεχόντων δύναται νὰ διακηρύξῃ - πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐκθέσεως - ὅτι ἐπιθυμεῖ νὰ μείνῃ ἐκτὸς τῆς διανομῆς τῶν ἀμοιβῶν.

Ἄρθρον 24.

Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐκθέσεων, τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὸν κάτωθι τίτλον, δύναται νὰ ἐκδώσῃ κανονισμοὺς ὁρίζοντας τοὺς γενικοὺς ὅρους συνθέσεως καὶ λειτουργίας τῶν Ἐπιτροπῶν κρίσεως ὡς καὶ τοῦ τρόπου διανομῆς τῶν ἀμοιβῶν.

ΤΙΤΛΟΣ V'.

Θεσμικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 25.

Συνεστήθη εἷς Διεθνὴς Ὀργανισμὸς ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐκθέσεων, ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν ἐπαγρύπνησιν καὶ τὴν φροντίδα τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης

συμβάσεως. Τὰ μέλη του εἶναι αἱ Κυβερνήσεις τῶν συμβαλλομένων Μερῶν. Ἡ ἕδρα του εὑρίσκεται ἐν Παρισίοις.

2. Τὸ Γραφεῖον διαθέτει νομικὴν προσωπικότητα καὶ κυρίως ἱκανότητα συνάψεως συμβολαίων, ἀποκτήσεως καὶ πωλήσεως κινητῶν καὶ ἀκινήτων, ὡς καὶ νὰ παρίσταται εἰς δικαστήρια.

3. Τὸ Γραφεῖον ἔχει τὴν ἱκανότητα νὰ συνάψῃ συμφωνίας, κυρίως εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας, μετὰ τῶν Κρατῶν καὶ διεθνῶν ὀργανισμῶν διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν ἁρμοδιοτήτων, αἱ ὁποῖαι θὰ τοὺς ἐνεπιστεύοντο βάσει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

4. Τὸ Γραφεῖον διαθέτει μίαν Γενικὴν Συνέλευσιν, ἕνα Πρόεδρον, μίαν ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν, εἰδικευμένας ἐπιτροπάς, ἀντιπροέδρους, ἐπιτροπὰς καὶ ἕνα γραμματέα ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 26.

Ἡ γενικὴ συνέλευσις σύγκειται ἐκ τῶν ὑποδειχθέντων ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀντιπροσώπων. Ἑκάστη ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ ἀποτελῆται ἀπὸ ἕνα ἕως τρεῖς ἀντιπροσώπους κατὰ Κράτος.

Ἄρθρον 27.

Ἡ γενικὴ συνέλευσις συνέρχεται εἰς τακτικὰς συνεδριάσεις καὶ δύναται ὡσαύτως νὰ συνέλθῃ καὶ εἰς ἐκτάκτους τοιαύτας, ἀποφαίνεται ἐφ' ὅλων τῶν προβλημάτων διὰ τὰ ὁποῖα ἡ παροῦσα Σύμβασις χορηγεῖ ἁρμοδιότητα εἰς τὸ γραφεῖον τοῦ ὁποίου ἡ συνέλευσις ἀποτελεῖ τὴν ὑψίστην ἀρχὴν καὶ κυρίως.

α) Συζητεῖ, υἱοθετεῖ καὶ δημοσιεύει τοὺς σχετικοὺς πρὸς τὴν ἐγγραφὴν κανονισμούς, τὴν ταξινόμησιν καὶ ὀργάνωσιν τῶν διεθνῶν ἐκθέσεων, ὡς καὶ τοὺς σχετικοὺς πρὸς τὴν λειτουργίαν τοῦ γραφείου κανονισμούς.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς παρούσης συμβάσεως, νὰ δημιουργήσῃ ὑποχρεωτικοὺς κανονισμούς. Δύναται ὡσαύτως νὰ καταρτίσῃ κανονισμούς-τύπους οἵτινες θὰ χρησιμοποιηθοῦν ὡς ὁδηγοὶ διὰ τὴν διοργάνωσιν τῶν ἐκθέσεων.

β) Καταρτίζει τὸν προϋπολογισμόν, ἐλέγχει καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμοὺς τοῦ γραφείου.

γ) Ἐγκρίνει τὰς ἀναφορὰς τοῦ γενικοῦ γραμματέως.

δ) Δημιουργεῖ τὰς Ἐπιτροπὰς τὰς ὁποίας αὐτὴ κρίνει σκοπίμους, διορίζει τὰ μέλη τῆς ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν ἄλλων ἐπιτροπῶν καὶ ὁρίζει τὴν διάρκειαν τῆς ἐντολῆς των.

ε) Ἐγκρίνει πᾶν σχέδιον διεθνοῦς συμφωνίας προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 25 (3) τῆς παρούσης συμβάσεως.

ζ) Ἐκλέγει τὸν γενικὸν γραμματέα.

Ἄρθρον 28.

1. Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστου συμβαλλομένου μέρους, ἀσχέτως ἀριθμοῦ ἀντιπροσώπων, διαθέτει μίαν ψῆφον ἐντὸς τῆς γενικῆς συνελεύσεως. Ἐν τούτοις τὸ δικαίωμα ψήφου ἀναστέλλεται ἐὰν ἡ ὁλότης τῶν ὀφειλομένων συνεισφορῶν μιᾶς χώρας, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 32, ὑπερβαίνουν τὸ σύνολον τῶν συνεισφορῶν της τοῦ προηγουμένου τοῦ τρέχοντος ἔτους.

2. Ἡ γενικὴ συνέλευσις δύναται ἐγκύρως νὰ συζητῇ ὅταν ὁ ἀριθμὸς τῶν παρουσῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὴν συνεδρίασίν της, καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπεύουν τοὐλάχιστον τὰ 2/3 τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῶν ἐχόντων δικαίωμα ψήφου. Ἐὰν ἡ ἀπαρτία αὕτη δὲν ἐπιτευχθῇ, δύναται αὐτὴ νὰ συγκαλῆται ἐκ νέου ἐπὶ τῆς ἰδίας ἡμερησίας διατάξεως ἐντὸς προθεσμίας τοὐλάχιστον ἑνὸς μηνός, ὅτε ἡ αἰτουμένη ἀπαρτία βασίζεται εἰς τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἅτινα διαθέτουν δικαίωμα ψήφου.

3. Αἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται κατὰ τὴν πλειοψηφίαν τῶν παρουσῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἵτινες ἐκφράζουν τὴν ψῆφον των, ὑπὲρ ἢ κατά. Ἐν τούτοις, εἰς τὰς ἀκολούθους περιπτώσεις ἀπαιτεῖται πλειοψηφία δύο τρίτων :

α) Ἐπὶ υἱοθετήσεως σχεδίων τροπολογιῶν τῆς παρούσης συμβάσεως.

β) Ἐπὶ τῆς δημιουργίας καὶ τροποποιήσεως τῶν κανονισμῶν.

γ) Ἐπὶ ἀποδοχῆς τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ ἐγκρίσεως τοῦ ὕψους τῶν ἐτησίων συνεισφορῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

δ) Ἐπὶ ἐξουσιοδοτήσεως διὰ τροποποίησιν ἡμερομηνιῶν ἐνάρξεως καὶ λήξεως μιᾶς ἐκθέσεως, ὑπὸ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον τέσσαρας προϋποθέσεις.

ε) Ἐπὶ ἐγγραφῆς μιᾶς ἐκθέσεως, ἥτις θέλει διοργανωθῇ ἐπὶ ἐδάφους Κράτους μὴ Μέλους, ἐν ᾗ περιπτώσει αὕτη ἀνταγωνίζεται ἔκθεσιν διοργανωθησομένην ἐπὶ ἐδάφους συμβαλλομένου τινὸς μέρους.

στ) Ἐπὶ σμικρύνσεως τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς παρούσης συμβάσεως χρονικῶν διαστημάτων.

ζ) Ἐπὶ ἀποδοχῆς ἐπιφυλάξεων διὰ τροπολογίαν προβαλλομένην ὑπὸ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους. Ἡ ἐν λόγῳ τροπολογία δύναται κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 33, νὰ υἱοθετηθῇ, κατὰ περίπτωσιν κατόπιν πλειοψηφίας τῶν 4/5 ἢ κατόπιν ὁμοφωνίας.

η) Ἐπὶ ἐγκρίσεως παντὸς σχεδίου διεθνοῦς συμφωνίας.

θ) Ἐπὶ διορισμοῦ γενικοῦ γραμματέως.

Ἄρθρον 29.

1. Ἡ γενικὴ συνέλευσις ἐκλέγει, κατόπιν μυστικῆς ψηφοφορίας καὶ διὰ μίαν διετίαν, μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Κυβερνήσεων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὸν Πρόεδρον ὅστις κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς θητείας του δὲν ἀντιπροσωπεύει πλέον τὴν χώραν τῆς ὁποίας τυγχάνει ὑπήκοος. Οὗτος εἶναι ἐπανεκλέξιμος.

2. Ὁ πρόεδρος συγκαλεῖ καὶ διευθύνει τὰς συνόδους τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ ἐπαγρυπνεῖ διὰ τὴν καλὴν λειτουργίαν τοῦ γραφείου. Κατὰ τὴν ἀπουσίαν του τὰ καθήκοντά του ἀσκοῦνται ὑπὸ τοῦ ἀντιπροέδρου τοῦ ἐπιφορτισμένου μὲ τὴν ἐκτελεστικὴν ἐπιτροπὴν ἢ ἐλλείψει τούτου, ὑπὸ ἑνὸς ἐκ τῶν ἄλλων ἀντιπροέδρων κατὰ τὴν σειρὰν τοῦ χρόνου τῆς ἐκλογῆς των.

3. Οἱ ἀντιπρόεδροι ἐκλέγονται μεταξὺ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἥτις καὶ καθορίζει τὴν φύσιν καὶ τὴν διάρκειαν τῆς ἐντολῆς των καὶ ὁρίζει κυρίως τὴν Ἐπιτροπὴν τῆς ὁποίας τίθενται ἐπὶ κεφαλῆς.

Ἄρθρον 30.

1. Ἡ ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἀπὸ ἕνα ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Κυβερνήσεων 12 συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπή :

α) Προβαίνει εἰς τὴν ταξινόμησιν τῶν ἀνθρωπίνων δραστηριοτήτων τῶν ἐπιδεκτικῶν ἐπιδείξεως εἰς μίαν ἔκθεσιν καὶ τηρεῖ ἐνήμερον τὸν σχετικὸν κατάλογον.

β) Ἐξετάζει πᾶσαν αἴτησιν ἐγγραφῆς μιᾶς ἐκθέσεως τὴν ὁποίαν καὶ ὑποβάλλει μετὰ τῆς γνώμης της πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν.

γ) Πραγματοποιεῖ τὰ ἔργα τὰ ὁποῖα τῆς ἔχει ἀναθέσει ἡ γενικὴ συνέλευσις.

δ) Δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν γνώμην τῶν ἄλλων Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 31.

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, διοριζόμενος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 28 τῆς παρούσης συμβάσεως πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοος ἑνὸς ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

2. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς εἶναι ἐπιφορτισμένος νὰ διαχειρίζεται τὰς τρεχούσας ὑποθέσεις, ἀκολουθῶν τὰς ὁδηγίας τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῆς ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐπεξεργάζεται τὸ σχέδιον τοῦ προϋπολογισμοῦ παρουσιάζει τοὺς λογαριασμοὺς καὶ ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἀναφορὰς σχετικὰς πρὸς τὴν δραστηριότητά του. Ἀντιπροσωπεύει τὸ γραφεῖον, κυρίως δικαστικῶς.

3. Ἡ γενικὴ συνέλευσις τοῦ γενικοῦ γραμματέως καθορίζει τὰς ἄλλας ἁρμοδιότητας τοῦ γενικοῦ γραμματέως ὡς καὶ τὸ καθεστώς του.

Ἄρθρον 32.

Ὁ ἐτήσιος προϋπολογισμὸς τοῦ γραφείου ὁρίζεται ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως κατὰ τοὺς προβλεπομένους ὅρους τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 28. Λαμβάνει ὑπ' ὄψιν τὰ χρηματικὰ ἀποθέματα τοῦ γραφείου, τὰς παντὸς εἴδους εἰσπράξεις, τὰ ὑπόλοιπα πρὸς πίστωσιν ὡς καὶ τὰ ὑπόλοιπα πρὸς χρέωσιν, ἀναφερόμενοι εἰς προηγουμένας χρήσεις. Τὰ ἔξοδα τοῦ γραφείου καλύπτονται ἀπὸ αὐτὰς τὰς πηγὰς καὶ ἀπὸ τὰς συνεισφορὰς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ τὰς μερίδας αἱ ὁποῖαι τοὺς ἀναλογοῦν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἀποφάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἄρθρον 33.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ προτείνῃ σχέδιον τροπολογίας τῆς παρούσης συμβάσεως. Τὸ κείμενον τοῦ ἐν λόγῳ σχεδίου, ὡς καὶ οἱ λόγοι οἵτινες τὸ προεκάλεσαν ἀποστέλλονται εἰς τὸν γενικὸν γραμματέα ὅστις γνωρίζει τὰ ἀνωτέρω, ἐντὸς βραχυτάτου χρονικοῦ διαστήματος εἰς τὰ λοιπὰ συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Τὸ σχέδιον τῆς προτεινομένης τροπολογίας ἐγγράφεται εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς τακτικῆς ἢ ἐκτάκτου τινὸς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἥτις συνέρχεται τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἀποστολῆς του ἀπὸ τὸν γενικὸν Γραμματέα.

3. Ἕκαστον σχέδιον τροπολογίας, μετὰ τὴν ἀποδοχήν του ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τῆς προηγουμένης παραγράφου ὡς καὶ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 28, ὑποβάλλεται μέσῳ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως πρὸς ἀποδοχὴν ὑφ' ὅλων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν. Τίθεται ἐν ἰσχύι ἔναντι ὅλων αὐτῶν τῶν Μερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ 4/5 τῶν Μερῶν ἔχουν γνωρίσει τὴν ἀποδοχήν των εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν. Ἐν τούτοις, καὶ κατὰ παρέκκλισιν τῶν ὡς ἄνω διατάξεων, ὅλα τὰ σχέδια τροπολογίας τῆς παρούσης παραγράφου τοῦ ἄρθρου 16 ἢ τοῦ παραρτήματος περὶ δασμολογικοῦ καθεστῶτος, τίθενται ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ὅλα τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν ἀποδοχήν των εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν.

4. Ἕκαστον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐπιθυμεῖ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐν λόγῳ τροπολογίαν μετ' ἐπιφυλάξεως, γνωρίζει τοὺς ὅρους τῆς ἐπιφυλάξεώς του εἰς τὸ Γραφεῖον. Ἡ δὲ γενικὴ συνέλευσις ἀποφαίνεται ἐπὶ τοῦ ἀποδεκτοῦ ταύτης. Ἡ γενικὴ συνέλευσις πρέπει νὰ γνωμοδοτήσῃ ἐπὶ τῶν ἐπιφυλάξεων αἵτινες τείνουν εἰς τὴν διατήρησιν ὑφισταμένων καταστάσεων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ἐκθέσεις καὶ νὰ ἀπορρίψῃ ἐκείνας, αἵτινες θὰ εἶχον ὡς ἀποτέλεσμα τὴν δημιουργίαν προνομιακῶν καταστάσεων. Ἐὰν ἡ ἐπιφύλαξις ἐγένετο ἀποδεκτή, τὸ Μέρος τὸ ὁποῖον τὴν προέβαλε συμπεριλαμβάνεται μεταξὺ ἐκείνων ἅτινα ὑπελογίσθησαν ὡς ἔχοντα ἀποδεχθῇ τὴν τροπολογίαν, κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πλειοψηφίας τῶν προαναφερθέντων 4/5. Ἐὰν αὕτη ἔχῃ ἀπορριφθῆ, τὸ μέρος τὸ ὁποῖον προέβαλε τὴν ἐπιφύλαξιν προκρίνει μεταξὺ τῆς ἀρνήσεως τῆς τροπολογίας ἢ τῆς ἀποδοχῆς της ἄνευ ἐπιφυλάξεως.

5. Ὅταν ἡ τροποποιολογία τεθῇ ἐν ἰσχύι ὑπὸ τοὺς ὅρους τῆς τρίτης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη τὰ ὁποῖα ἔχουν ἀρνηθῆ ταύτην δύνανται καὶ ἐφ' ὅσον κρίνουν τοῦτο ὀρθόν, νὰ ἐπωφεληθοῦν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 37.

Ἄρθρον 34.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀναφερομένη εἰς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἑρμηνείαν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἥτις δὲν ἔχει διευθετηθῆ ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τῶν ἐχόντων τὸ δικαίωμα ἀποφάσεως, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας, αὕτη θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν δύο ἀντιμαχομένων μερῶν.

2. Ἐὰν αἱ διαπραγματεύσεις αὗται δὲν καταλήξουν ἐντὸς συντόμου χρονικοῦ διαστήματος εἰς συμφωνίαν, τὸ ἕτερον τῶν μερῶν φέρει τὴν ὑπόθεσιν ἐνώπιον τοῦ Προέδρου τοῦ Γραφείου καὶ αἰτεῖται τὴν ἐκλογὴν συνδιαλλακτοῦ (συμφιλιωτοῦ). Ἐὰν τότε ὁ συμφιλιωτὴς δὲν δύναται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν σύμφωνον γνώμην τῶν ἐν διαμάχῃ μερῶν εἰς τὴν ἀνεύρεσιν μιᾶς λύσεως, διαπιστώνει καὶ περιγράφει εἰς τὴν πρὸς τὸν Πρόεδρον ἔκθεσίν του τὴν φύσιν καὶ τὴν ἔκτασιν τῆς διοφορᾶς.

3. Ὅταν διαπιστωθῇ τοιουτοτρόπως μία διαφωνία, ἡ διαφορὰ ἀποτελεῖ πλέον ἀντικείμενον διαιτησίας. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον καὶ ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας γνωστοποιήσεως εἰς τὰ ἐν διαμάχῃ Μέρη τῆς ἐν παραγρ. 2 ἀναφορᾶς, ἕκαστον τῶν Μερῶν ὑποβάλλει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Γραφείου μίαν αἴτησιν Διαιτησίας εἰς τὴν ὁποίαν μνημονεύει τὸ ὄνομα τοῦ ἐκλεγέντος ὑπ' αὐτοῦ διαιτητοῦ. Τὸ ἕτερον ἢ τὰ ἕτερα ἐν διαμάχῃ Μέρη δύνανται νὰ ἐκλέξουν ἀντιστοίχως, ἐντὸς δύο μηνῶν τὸν ἰδικόν των διαιτητήν. Ἐν ἐλλείψει τῶν ἀνωτέρω τῶν Μερῶν ἀναθέτει εἰς τὸν Πρόεδρον τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου τὴν ἐπιλογὴν τοῦ ἢ τῶν διαιτητῶν.

Ἐν περιπτώσει ὁμοδικίας αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου ἐφαρμόζονται μόνον δι' ἓν ἕκαστον τῶν Μερῶν. Ἐν ἀμφιβολίᾳ ἀποφασίζει ὁ γενικὸς γραμματεύς. Οἱ διαιτηταὶ καθορίζουν μὲ τὴν σειράν των ἕνα ἐπιδιαιτητήν. Ἐὰν οἱ διαιτηταὶ δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῆς ἐκλογῆς ἐντὸς δύο μηνῶν, ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου τῆς Δικαιοσύνης, κατόπιν αἰτήσεως ἑνὸς τῶν Μερῶν, μεριμνᾷ διὰ τοῦτο.

4. Τὸ συμβούλιον τῶν διαιτητῶν, λαμβάνει ἀπόφασιν κατὰ πλειοψηφίαν τῶν μερῶν του. Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ψῆφος τοῦ ἐπιδιαιτητοῦ. Ἡ διαιτητικὴ ἀπόφασις ἐπιβάλλεται εἰς ὅλα τὰ φιλονικοῦντα Μέρη, ὁριστικῶς καὶ ἀμετακλήτως.

5. Ἑκάστη χώρα δύναται κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὴν ἐπικύρωσιν τῆς παρούσης Συβάσεως ὡς καὶ κατὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην, νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευμένην ἀπὸ τὰς διατάξεις τῶν ὡς ἄνω παραγρ. 3 καὶ 4. Τὰ ἄλλα Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θὰ δεσμεύωνται ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ διατάξεων, ἔναντι τῶν Χωρῶν, αἵτινες διετύπωσαν τὴν ὡς ἄνω ἐπιφύλαξιν.

6. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ διατυπώσει ἐπιφύλαξιν σύμφωνον πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου, θὰ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἄρῃ τὴν ἐν λόγῳ ἐπιφύλαξιν διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὴν κυβέρνησιν θεματοφύλακα.

Ἄρθρον 35.

Ἡ παροῦσα σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν ἀφ' ἑνὸς μὲν διὰ κάθε χώραν, εἴτε αὕτη εἶναι μέλος τοῦ Ο.Η.Ε., εἴτε δὲν εἶναι μέλος τοῦ Ο.Η.Ε., ἀλλὰ ἀποτελεῖ μέρος εἰς τὸ καταστατικὸν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, εἴτε εἶναι μέλος εἰδικευμένου Ὀργανισμοῦ τοῦ Ο.Η.Ε. ἢ μέλος τῆς «Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας» καὶ ἀφ' ἑτέρου διὰ κάθε ἄλλην χώραν τῆς ὁποίας ἡ αἴτησις προσχωρήσεως ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν 2/5 τῶν συμβαλλομένων μερῶν τῶν ἐχόντων δικαίωμα ψήφου εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν τοῦ Γραφείου. Τὰ ὄργανα τῆς προσχωρήσεως κατατίθενται παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τίθενται ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως.

Ἄρθρον 36.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις γνωστοποιεῖ πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ πρὸς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐκθέσεως:

α) Τὴν ἀρχὴν ἰσχύος τῶν τροποποιήσεων, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 33.

β) Τὰς προσχωρήσεις, κατὰ τὸ ἄρθρον 35.

γ) Τὰς καταγγελίας, κατὰ τὸ ἄρθρον 37.

δ) Τὰς διατυπωθείσας ἐπιφυλάξεις, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 34, παρ. 5.

ε) Τὴν ἐνδεχομένην ἐκπνοὴν τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 37.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν γνωστοποιῶν γραπτῶς εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν.

2. Ἡ καταγγελία ἄρχεται ἰσχύουσα ἕν ἔτος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παραλαβῆς τῆς ὡς ἄνω γνωστοποιήσεως.

3. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἐκπνεύσῃ ἐὰν συνεπείᾳ καταγγελιῶν ὁ ἀριθμὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν καταστῇ μικρότερος τῶν 7.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν πάσης συμφωνίας ἥτις ἤθελε συναφθῆ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὸ θέμα τῆς διαλύσεως τοῦ γραφείου, ὁ γενικὸς γραμματεὺς θὰ ἐπωμισθῇ μὲ τὰ θέματα τῆς ρευστοποιήσεως. Τὸ ἐνεργητικὸν θὰ διανεμηθῇ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν καὶ κατ' ἀναλογίαν τῶν καταβληθεισῶν συνεισφορῶν. Ἐὰν ὑπάρχῃ παθητικὸν τοῦτο θὰ καταλογισθῇ μεταξὺ τῶν ἰδίων Μερῶν κατ' ἀναλογίαν τῶν συνεισφορῶν αἵτινες καθωρίσθησαν διὰ τὴν τρέχουσαν οἰκονομικὴν χρῆσιν.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τὴν 30ὴν Νοεμβρίου 1972

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Παράρτημα τῆς ἐν Παρισίοις ὑπογραφείσης τὴν 22αν Νοεμβρίου 1928 Συμβάσεως, ἀφορώσης εἰς τὰς Διεθνεῖς Ἐκθέσεις, ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 10ης Μαΐου 1948, τῆς 16ης Νοεμβρίου 1966 καὶ τῆς 30ῆς Νοεμβρίου 1972.

Δασμολογικὸν καθεστὼς Εἰσαγωγῆς εἰδῶν ὑπὸ τῶν συμμετεχόντων εἰς τὰς Διεθνεῖς Ἐκθέσεις.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος παραρτήματος ἐννοοῦνται διὰ τοῦ ὅρου :

α) «Τέλη Εἰσαγωγῆς». Τὰ δασμολογικὰ τέλη ὡς καὶ πᾶν ἕτερον τέλος ἢ φόρος εἰσπραττόμενος κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ εἰσαγωγῆς, ὡς ἐπίσης καὶ ὅλα τὰ ἐπιβαλλόμενα ἐπὶ τῶν καταναλωτικῶν ἀγαθῶν τέλη καὶ ἐσωτερικοὶ φόροι εἰς τοὺς ὁποίους ὑπόκεινται τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα, ἐξαιρέσει ἐν τούτοις τῶν ὀφειλῶν -εἰσφορῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων αἱ ὁποῖαι περιορίζονται εἰς τὸ κατὰ προσέγγισιν κόστος τῶν προσφερθεισῶν ὑπηρεσιῶν καὶ αἱ ὁποῖαι δὲν συνιστοῦν μίαν ἔμμεσον προστασίαν τῶν ἐθνικῶν προϊόντων ἢ τῶν φόρων-τελῶν δημοσιονομικοῦ χαρακτῆρος κατὰ τὴν εἰσαγωγήν.

β) «Προσωρινὴ εἴσοδος». Ἡ προσωρινὴ εἰσαγωγή, ἀπηλλαγμένη δασμῶν εἰσαγωγῆς ἄνευ ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν κατὰ τὴν εἰσαγωγήν, μὲ τὴν ὑποχρέωσιν ἐπανεξαγωγῆς.

Ἄρθρον 2.

Ἀπολαύουν προσωρινῆς εἰσόδου :

α) Τὰ ἐμπορεύματα τὰ προοριζόμενα νὰ ἐκτεθῶσιν ἢ νὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐπιδείξεως εἰς μίαν ἔκθεσιν.

β) Τὰ ἐμπορεύματα τὰ προοριζόμενα νὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὴν παρουσίασιν εἰς τὴν ἔκθεσιν ξένων προϊόντων, ὡς :

I) Τὰ ἀπαραίτητα ἐμπορεύματα διὰ τὴν ἐπίδειξιν τῶν ἐκτιθεμένων ξένων μηχανημάτων καὶ συσκευῶν.

II) Τὰ ὑλικὰ κατασκευῆς ἔστω καὶ ὑπὸ ἀκατέργαστον μορφήν, τὸ ὑλικὸν διακοσμήσεως καὶ ἐπιτελέσεως καὶ ὁ ἠλεκτρικὸς ἐξοπλισμὸς διὰ τὰ περίπτερα καὶ τὰ ἐκθετήρια τῆς ἐκθέσεως, καθὼς ἐπίσης καὶ τῶν χώρων τῶν προοριζομένων διὰ τὸν Γενικὸν Ἐπίτροπον τοῦ τομέως μιᾶς ἀλλοδαπῆς συμμετεχούσης χώρας.

III) Τὰ ἐργαλεῖα, τὸ χρησιμοποιούμενον ὑλικὸν διὰ τὴν κατασκευὴν καὶ τὰ μεταφορικὰ μέσα, τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὰς ἐργασίας τῆς ἐκθέσεως.

IV) Τὸ διαφημιστικὸν ὑλικὸν ἢ τὸ τῆς ἐπιδείξεως τὸ προοριζόμενον ἐμφανῶς νὰ χρησιμοποιηθῇ ὑπὸ τύπον διαφημίσεως διὰ τὰ παρουσιαζόμενα ἐν τῇ ἐκθέσει ἀλλοδαπὰ ἐμπορεύματα ὡς αἱ ἠχητικαὶ μαγνητοσκοπήσεις, αἱ ταινίαι καὶ αἱ διαφάνειαι καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ ἀπαραίτητοι συσκευαὶ διὰ τὴν χρησιμοποίησίν των.

V) Τὸ ὑλικὸν περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων τῶν διερμηνέων, τὰς συσκευὰς καταγραφῆς τοῦ ἤχου καὶ τὰς ταινίας ἐκπαιδευτικοῦ χαρακτῆρος, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ, τοῦ προοριζομένου νὰ χρησιμοποιηθῇ ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς ἐκθέσεως.

Ἄρθρον 3.

Αἱ διευκολύνσεις αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 2 τοῦ παρόντος παραρτήματος, παρέχονται ὑπὸ τὸν ὅρον :

α) Νὰ δύναται νὰ διακριβωθῇ ἡ ταυτότης τῶν ἐμπορευμάτων κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν των.

β) Ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος τοῦ τομέως τῆς συμμετεχούσης χώρας παρέχει ἐγγυήσεις ἄνευ καταβολῆς χρηματικοῦ ποσοῦ διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν δασμῶν εἰσαγωγῆς αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλονται ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων ἅτινα δὲν ἤθελον ἐπανεξαχθῆ μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ἐκθέσεως, ἐντὸς τῶν ὁρισθεισῶν προθεσμιῶν. Ἕτεραι ἐγγυήσεις προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ προσκαλοῦντος Κράτους, δύνανται νὰ γίνουν ἀποδεκταὶ κατ' αἴτησιν τῶν Ἐκθετῶν (ἐπὶ παραδείγματι τιμολόγιον Α.Τ.Α., εἰσαγωγῶν, προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, ἐγκαθιδρυθὲν ὑπὸ τῆς Συμφωνίας τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς συνεργασίας τῆς 6ης Δεκεμβρίου 1961).

γ) Αἱ τελωνειακαὶ ἀρχαὶ τῆς χώρας προσκαίρου εἰσαγωγῆς, ἀποφαίνονται κατὰ πόσον ἐκπληροῦνται οἱ ἐπιβληθέντες ὅροι διὰ τοῦ παρόντος παραρτήματος.

Ἄρθρον 4.

Καθ' ὅσον χρονικὸν διάστημα τὰ ἐμπορεύματα τὰ τεθειμένα ἐπὶ προσωρινῇ ἀδείᾳ ἀπολαύουν τῶν ὑπὸ τοῦ παρόντος παραρτήματος, προβλεπομένων διευκολύνσεων (ἐκτὸς ἐάν, οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς τὸ ἐπιτρέπουν) δὲν δύνανται νὰ χαρακτηρισθοῦν ὡς δάνειον ἢ νὰ ἐνοικιασθοῦν ἢ νὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ ἀντιμισθίας ἢ νὰ μεταφερθοῦν ἐκτὸς τοῦ χώρου τῆς ἐκθέσεως. Ὀφείλουν νὰ ἐπανεξαχθοῦν ἐντὸς τοῦ συντομωτέρου δυνατοῦ διαστήματος καὶ τὸ ἀργότερον ἐντὸς τριῶν μηνῶν μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ἐκθέσεως. Αἱ τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται νὰ παρατείνουν τὴν περίοδον ταύτην διὰ οὐσιώδεις λόγους ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν διαγραφομένων ὁρίων τῆς χώρας, τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 5.

α) Οὐχ ἧττον ἡ ὑποχρέωσις ἐπανεξαγωγῆς, ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 διὰ τὰ εὐπαθῆ ἐμπορεύματα ἢ τὰ βαρέως κατεστραμμένα ἢ μικρᾶς ἀξίας, δὲν ἀπαιτεῖται ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι συμφώνως πρὸς τὰς τελωνειακὰς ἀρχάς :

1. Ὑπόκεινται εἰς τέλη εἰσαγωγῆς ὀφειλόμενα, ἀναλόγως τοῦ εἴδους ἢ

2. ἐγκαταλείπονται, ἐλεύθερα πάσης ἐπιβαρύνσεως εἰς τὸ Δημόσιον Ταμεῖον τῆς χώρας προσκαίρου εἰσαγωγῆς ἢ

3. καταστρέφονται κατόπιν ἐπισήμου ἐλέγχου, ἄνευ ἐξόδων διὰ τὸ Δημόσιον Ταμεῖον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἐν τούτοις ἡ ὑποχρέωσις ἐπανεξαγωγῆς δὲν ἐφαρμόζεται διὰ ἐμπορεύματα πάσης φύσεως τῶν ὁποίων ἡ καταστροφὴ κατ' ἀπαίτησιν τοῦ Γενικοῦ Ἐπιτρόπου τοῦ ἐν λόγῳ Τομέως πραγματοποιεῖται κατόπιν ἐπισήμου ἐλέγχου καὶ χωρὶς νὰ προκύπτουν ἔξοδα διὰ τὸ δημόσιον Ταμεῖον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

β) Τὰ ἐμπορεύματα τὰ τεθειμένα ὑπὸ προσωρινὴν εἴσοδον δύνανται νὰ δεχθοῦν προορισμὸν ἕτερον τῆς ἐπανεξαγωγῆς καὶ μάλιστα νὰ διατεθοῦν εἰς τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἱκανοποιοῦνται οἱ ὅροι καὶ διατυπώσεις αἵτινες ἤθελον ἐφαρμοσθῆ, συμφώνως τοῖς νόμοις καὶ κανονισμοῖς τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, ἐὰν ταῦτα εἰσήγοντο ἀπ' εὐθείας ἀπὸ τὸ ἐξωτερικόν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκθέσεως, δευτερευόντως κτηθέντα προϊόντα τὰ προερχόμενα ἐξ ἐμπορευμάτων προσωρινῶς εἰσαχθέντων, ἐπ' εὐκαιρίᾳ ἐπιδείξεως μηχανημάτων ἢ ἐκτεθειμένων συσκευῶν, ὑπόκεινται εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5 τοῦ παρόντος παραρτήματος κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον, ὡς καὶ εἶχε τεθῆ ἐπὶ προσωρινῇ προσκαίρῳ εἰσόδῳ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 7 καὶ ἑπόμενα.

Ἄρθρον 7.

Τὰ τέλη εἰσαγωγῆς δὲν εἰσπράττονται, αἱ ἀπαγορεύσεις καὶ περιορισμοὶ εἰσαγωγῆς δὲν ἐφαρμόζονται καὶ ἂν ἀκόμη ἡ προσωρινὴ εἴσοδος ἔχῃ ἐπιτραπῆ ἢ ἐπανεξαγωγὴ δὲν ἀπαιτεῖται εἰς τὰς ἑπομένας περιπτώσεις, ἐφ' ὅσον ἡ συνολικὴ ἀξία καὶ ἡ ποσότης τῶν ἐμπορευμάτων εἶναι λογικαί, κατὰ τὴν γνώμην τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς φύσεως τῆς ἐκθέσεως, τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐπισκεπτῶν καὶ τῆς σπουδαιότητος συμμετοχῆς τοῦ ἐκθέτου.

α) Μικρὰ δείγματα (ἐκτὸς τῶν οἰνοπνευματωδῶν ποτῶν τοῦ καπνοῦ καὶ ἐδωδίμων) ἀντιπροσωπεύοντα ξένα ἐμπορεύματα, ἐκτιθέμενα εἰς τὴν ἔκθεσιν, συμπεριλαμβανομένων τῶν δειγμάτων βρωσίμων προϊόντων καὶ ποτῶν, εἰσαχθέντων ὡς τοιούτων ἢ κτηθέντων εἰς τὴν ἔκθεσιν ἐξ ἐμπορευμάτων εἰσηγμένων χύδην, ἐφ' ὅσον :

I. Πρόκειται περὶ ξένων προϊόντων χορηγηθέντων δωρεὰν καὶ χρησιμοποιουμένων ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν δωρεὰν διανομὴν εἰς τὸ κοινὸν τῆς ἐκθέσεως, προκειμένου νὰ χρησιμοποιηθοῦν ἢ νὰ καταναλωθοῦν ὑπὸ τῶν ἀτόμων εἰς τὰ ὁποῖα διενεμήθησαν.

II. Τὰ προϊόντα ταῦτα ἔχουν ἀναγνωρισθῆ ὡς δείγματα διαφημιστικοῦ χαρακτῆρος καὶ δὲν ἔχουν παρὰ μικρὰν ἀξίαν κατὰ μονάδα.

III. Δὲν προσφέρονται διὰ τὴν ἐμπορίαν καὶ εἶναι, τυχούσης περιστάσεως, συσκευασμένα εἰς ποσότητας αἰσθητῶς μικροτέρας ἀπὸ ἐκείνας αἱ ὁποῖαι περιέχονται εἰς τὴν πλέον μικρὰν συσκευασίαν τῆς λιανικῆς πωλήσεως.

IV. Τὰ δείγματα τῶν ἐδωδίμων προϊόντων καὶ τῶν ποτῶν, τὰ ὁποῖα δὲν διενεμήθησαν ἐντὸς συσκευασίας, συμφώνως πρὸς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον III, καταναλίσκονται ἐντὸς τῆς ἐκθέσεως.

β) Τὰ εἰσαγόμενα δείγματα τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκονται ὑπὸ τῶν μελῶν τῆς ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς ἐκθέσεως, προκειμένου νὰ ἐκτιμήσουν καὶ νὰ κρίνουν τὰ ἐκθέματα, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς χορηγήσεως μιᾶς βεβαιώσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Ἐπιτρόπου τοῦ τομέως, ἀναφερούσης εἰς τὴν φύσιν καὶ τὴν ποσότητα τῶν καταναλισκομένων προϊόντων κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς τοιαύτης ἐκτιμήσεως καὶ κρίσεως.

γ) Τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον ἐν ὄψει τῆς ἐπιδείξεως των ἢ διὰ τὴν ἐπίδειξιν μηχανημάτων καὶ τῶν παρουσιαζομένων ἐν τῇ ἐκθέσει ξένων συσκευῶν, τὰ ὁποῖα διατίθενται ἢ καταστρέφονται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπιδείξεως ταύτης.

δ) Ἔντυπα, κατάλογοι, «προσπέκτους», τρέχουσαι τιμαί, «ἀφίσσες», ἡμερολόγια (εἰκονογραφημένα ἢ ὄχι) καὶ φωτογραφίαι ἄνευ πλαισίου, προοριζόμενα νὰ χρησιμοποιηθοῦν ἐμφανῶς ὑπὸ τύπον διαφημίσεως διὰ τὰ παρουσιαζόμενα ἐν τῇ ἐκθέσει ξένα προϊόντα, ἐφ' ὅσον πρόκειται διὰ ξένα τοιαῦτα, παρέχονται δωρεὰν καὶ ἀποκλειστικῶς διὰ δωρεὰν διανομὴν εἰς τὸ κοινὸν ἐντὸς τοῦ χώρου τῆς ἐκθέσεως.

Ἄρθρον 8.

Οἱ δασμοὶ εἰσαγωγῆς δὲν εἰσπράττονται, αἱ ἀπαγορεύσεις καὶ περιορισμοὶ εἰσαγωγῆς δὲν ἐφαρμόζονται καὶ ἐὰν ἡ προσωρινὴ εἴσοδος ἔχῃ ἐπιτραπῆ, ἡ ἐπανεξαγωγὴ δὲν ἀπαιτεῖται εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις :

α) Διὰ προϊόντα τὰ ὁποῖα εἰσάγονται καὶ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν ἀνοικοδόμησιν, τὴν διαμόρφωσιν χώρου, τὴν διακόσμησιν, τὴν κίνησιν καὶ τὸ περιβάλλον τῶν ξένων παρουσιάσεων εἰς τὴν ἔκθεσιν (χρήματα, βαφαί, χάρτης ζωγραφικῆς) ὑγρὰ ὑπὸ μορφὴν ἐξαερώσεως, εἴδη διὰ βεγγαλικά, σπόροι, φυτὰ κ.λ.π.), τὰ ὁποῖα καταστρέφονται ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς χρησιμοποιήσεώς των.

2. Κατάλογοι, φυλλάδια, ἀφίσσες καὶ ἕτερα ἐπίσημα ἔντυπα, εἰκονογραφημένα ἢ μή, τὰ ὁποῖα ἐκδίδονται ὑπὸ τῶν συμμετεχουσῶν χωρῶν εἰς τὴν ἔκθεσιν.

γ) Σχέδια, σκίτσα, φάκελοι, ἀρχαῖα, φόρμουλες καὶ ἄλλα στοιχεῖα προοριζόμενα νὰ χρησιμοποιηθοῦν ὡς τοιαῦτα εἰς τὴν ἔκθεσιν.

Ἄρθρον 9.

α) Κατὰ τὴν εἴσοδον ὅσον καὶ κατὰ τὴν ἔξοδον, ἡ ἐξακρίβωσις καὶ ὁ ἐκτελωνισμὸς τῶν ἐμπορευμάτων τὰ ὁποῖα πρόκειται νὰ παρουσιασθοῦν ἢ ἐπαρουσιάσθησαν ἢ ἐχρησιμοποιήθησαν εἰς μίαν ἔκθεσιν, διενεργεῖται, εἰς τὰς περιπτώσεις ὅπου τοῦτο εἶναι δυνατὸν καὶ πρόσφορον εἰς τὸν τόπον τῆς ἐκθέσεως ταύτης.

β) Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ὀφείλει νὰ καταβάλῃ προσπάθειαν εἰς πᾶσαν περίπτωσιν τὴν ὁποίαν κρίνει χρήσιμον, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς σημασίας τῆς ἐκθέσεως, νὰ ἀνοίξῃ διὰ ἕνα λογικὸν χρονικὸν διάστημα, ἕνα τελωνειακὸν γραφεῖον ἐντὸς τοῦ χώρου τῆς ὀργανουμένης ἐκθέσεως.

γ) Ἡ ἐπανεξαγωγὴ τῶν ἐμπορευμάτων τῶν ἐπὶ προσωρινῇ ἢ προσκαίρῳ εἰσόδῳ εἰσαγομένων, δύναται νὰ πραγματοποιηθῆ ἐπὶ μίαν ἢ πλείστας φορὰς καὶ ὑπὸ παντὸς τελωνειακοῦ Γραφείου ἠνοιγμένου ἐπὶ τούτῳ, ἔστω καὶ ἐὰν εἶναι διαφορετικὸν τοῦ γραφείου εἰσαγωγῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὁ εἰσαγωγεὺς ἀναλαμβάνῃ τὴν ὑποχρέωσιν, προκειμένου νὰ τύχῃ τοῦ εὐεργετήματος μιᾶς ἁπλοποιημένης διαδικασίας, νὰ ἐξαγάγῃ τὰ ἐμπορεύματα διὰ τοῦ γραφείου εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 10.

Αἱ προηγούμεναι διατάξεις δὲν ἀποτελοῦν ἐμπόδιον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν :

α) Μεγαλυτέρων διευκολύνσεων τὰς ὁποίας παραχωροῦν ἢ ἤθελον παραχωρήσει ὡρισμένα συμβαλλόμενα μέρη εἴτε διὰ μονομερῶν διατάξεων εἴτε εἰς ἐκτέλεσιν διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν.

β) Τῶν ἐθνικῶν ἢ συμβατικῶν μὴ τελωνειακῶν κανονισμῶν ἀφορώντων εἰς τὴν ὀργάνωσιν τῆς ἐκθέσεως.

γ) Τῶν ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν οἱ ὁποῖοι προκύπτουν ἐξ ἐθνικῶν νόμων καὶ διαταγμάτων καὶ βασιζομένων ἐπὶ ἐγγράφων παρατηρήσεων περὶ ἠθικῆς ἢ δημοσίας τάξεως, δημοσίας ἀσφαλείας, ὑγιεινῆς ἢ δημοσίας ὑγείας ἢ ἐπὶ παρατηρήσεων κτηνιατρικῆς ἢ φυτοπαθολογικῆς τάξεως ἢ ἀναφερομένων εἰς τὴν προστασίαν διπλωμάτων εὑρεσιτεχνιῶν, σημάτων ἐργοστασίου ἢ δικαιωμάτων συγγραφῆς καὶ ἀναπαραγωγῆς.

Ἄρθρον 11.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος παραρτήματος, τὰ ἐδάφη τῶν συμβαλλομένων μερῶν τὰ ὁποῖα σχηματίζουν μίαν τελωνειακὴν ἢ οἰκονομικὴν ἕνωσιν δύνανται νὰ θεωρηθοῦν ὡς ἓν ἑνιαῖον ἔδαφος.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, τὴν 30ὴν Νοεμβρίου 1972.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Νοεμβρίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ — **ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Νοεμβρίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(2)

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 132, τῆς 1ης Νοεμβρίου 1976

Περὶ εἰσαγωγῆς τῆς θερινῆς ὥρας διὰ τὸ ἔτος 1977.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τῆς παραγρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 40/75 «περὶ λήψεως μέτρων ἐξοικονομήσεως ἐνεργείας», καὶ

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 61185/3445/25.10.1976 εἰσήγησιν τοῦ Ὑπουργοῦ Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας, περὶ τῆς ἀνάγκης εἰσαγωγῆς τῆς θερινῆς ὥρας διὰ τὸ ἔτος 1977, ἐν τῷ πλαισίῳ λήψεως μέτρων πρὸς ἐξοικονόμησιν ἐνεργείας, ἀποφασίζει:

Ἐγκρίνει τὴν εἰσαγωγὴν τῆς θερινῆς ὥρας καθ' ἅπασαν τὴν Ἐπικράτειαν ἀπὸ 00.00' ὥρας τῆς Κυριακῆς 3ης Ἀπριλίου 1977. Ἀπὸ τῆς ὥρας ταύτης δέον ὅπως οἱ δεῖκται τῶν ὡρολογίων προωθηθοῦν κατὰ μίαν ὥραν, μέχρι τῆς 01.00' ὥρας τῆς Κυριακῆς 25ης Σεπτεμβρίου 1977, ὅτε οἱ δεῖκται τῶν ὡρολογίων δέον ὅπως ἐπαναχθοῦν εἰς τὴν 24.00' ὥραν.

Ἡ παροῦσα δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ κυρωθήσεται νομοθετικῶς μερίμνῃ τοῦ Ὑπουργοῦ Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας.

Ὁ Πρωθυπουργὸς
καὶ Πρόεδρος τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Τὰ Μέλη

ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΡΑΛΛΗΣ, ΔΗΜ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ, ΙΩΑΝ. ΜΠΟΥΤΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΟΝΟΦΑΓΟΣ, ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΛΑΣΚΑΡΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΧΡΙΣΤΟΦ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΣΤΑΜΑΤΗΣ, ΝΙΚ. ΜΑΡΤΗΣ.

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον.

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου
Σ. Κ. ΜΠΑΛΤΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ